Rapport annuel 2011

iecd
Semeurs d'avenir
Institut Européen
de Coopération et
de Développement

Sommaire

Éditorial p. 3

PRÉSENTATION DE L'IECD p. 4-9

L'IECD dans le monde p. 4
2011 en bref p. 4
Faits marquants p. 5
L'identité de l'IECD p. 6
Les principes d'action p. 7
Le cycle du projet p. 7
Les programmes p. 8

LES PROJETS par zone géographique p. 10-47

Afrique Subsaharienne p. 10-21
- Cameroun p. 12
- Côte d'Ivoire p. 15
- Kenya p. 17
- Nigéria p. 18
- République démocratique du Congo p. 19
- Congo-Brazzaville p. 20
- République centrafricaine p. 21

Océan Indien p. 22-27
- Madagascar p. 24

Proche-Orient p. 28-41
- Liban p. 30
- Syrie p. 35
- Kurdistan d'Irak p. 39
- Territoires palestiniens p. 40

Asie du Sud-Est p. 42-45
- Thaïlande p. 44
- Vietnam p. 45

Amérique Latine p. 46
- Colombie p. 46

Europe p. 47
- France p. 47

RAPPORT FINANCIER p. 48-52
- Rapport de gestion p. 48
- Comptes sociaux p. 52

Statuts & gouvernance p. 53

Index thématique des projets p. 54

Organigramme p. 55

Remerciements

Les programmes d'aide au développement de l'IECD n'auraient pas été possibles sans les concours financiers publics de l'Agence Française de Développement, de l'Union européenne, des agences multilatérales (UNHCR, PNUD, UNICEF), du Ministère de l'Intérieur et des régions Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Nous tenons aussi à remercier les fondations philanthropiques, les fondations d'entreprise, les associations et les particuliers qui ont contribué à la réalisation des projets de l'IECD. Nous pouvons remercier entre autres : les fondations Drosos et Lord Michelham of Hellingly, les fondations d'entreprise Air France, Air Liquide, Addax-Sinopec, Schneider Electric et Trafigura, et les entreprises BOURBON, Crédit Agricole, Total E&P, Holcim, Murex, Matelec, etc.

Enfin, nous remercions nos équipes et nos partenaires qui s'engagent chaque jour sur le terrain avec professionnalisme.

Conseil : G. de Premare
Conception : V. Lecoutey pour l'AGENCE B. IMPACT
Crédit photos : Isaure Lambert (Liban), Sandrine Soulard (Côte d'Ivoire), Solofo Tinah (Madagascar)

ÉDITORIAL

Depuis plus de trois ans, le monde traverse une crise économique profonde et la dégradation de la situation frappe les jeunes de plein fouet. Dans les pays en développement où ils arrivent chaque année plus nombreux sur le marché du travail, leur insertion professionnelle est un enjeu crucial.

Dès sa création en 1988, l'IECD s'est engagé en faveur de l'emploi. Dans le contexte actuel, sa démarche de développement économique prend tout son sens.

Pour l'IECD, il existe une convergence positive entre la sphère académique et la sphère productive. C'est pourquoi, depuis plus de 20 ans, nos équipes et nos partenaires œuvrent au rapprochement de ces deux sphères sur le terrain. Nous en sommes convaincus, l'union de l'école et de l'entreprise peut faire bouger les frontières et créer de nouvelles opportunités.

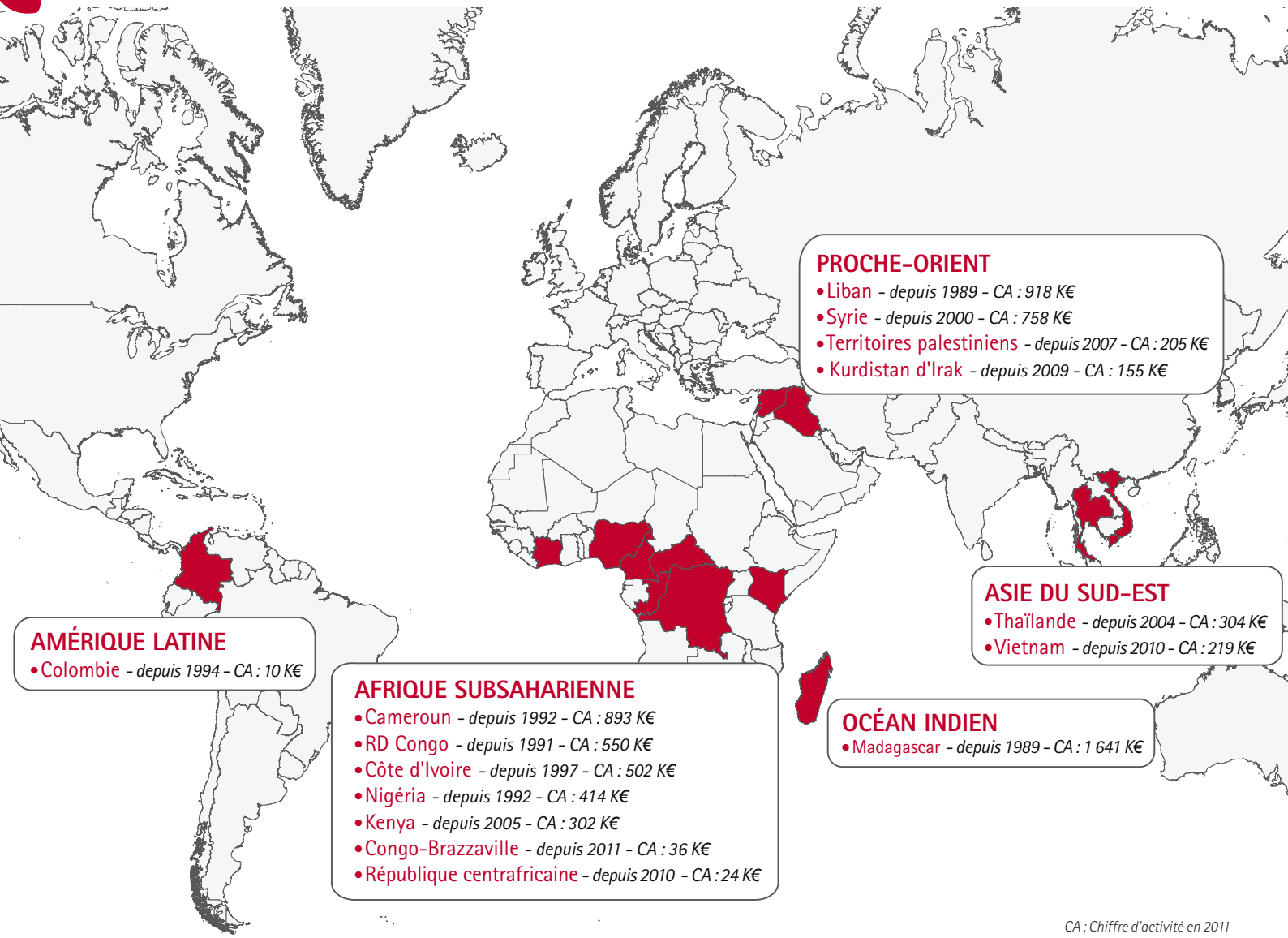
Ainsi, l'entreprise doit être au cœur de l'école. La formation professionnelle initiale, si elle répond aux besoins en compétences des acteurs économiques, est une réponse efficace au défi du chômage. Toutes les études le montrent : un jeune qualifié pourra trouver plus facilement un métier valorisé et pérenne et faire face durablement aux aléas de l'existence.

Inversement, l'école doit être au cœur de l'entreprise. La formation des petits entrepreneurs participe concrètement au dynamisme économique local. Artisans, commerçants, agriculteurs – tous sont créateurs d'emplois. En renforçant leurs capacités en gestion, ils auront les outils indispensables pour continuer de développer leur activité et offrir des débouchés professionnels aux plus jeunes.

Pour l'avenir, notre espérance, c'est de contribuer à l'émergence de classes moyennes urbaines et rurales, partout où nous intervenons. Car elles sont le lieu de passage obligé pour qu'un pays change de niveau de développement.

Marie-José NADAL,
Présidente

L'IECD DANS LE MONDE



PROCHE-ORIENT
- Liban - *depuis 1989 - CA : 918 K€*
- Syrie - *depuis 2000 - CA : 758 K€*
- Territoires palestiniens - *depuis 2007 - CA : 205 K€*
- Kurdistan d'Irak - *depuis 2009 - CA : 155 K€*

ASIE DU SUD-EST
- Thaïlande - *depuis 2004 - CA : 304 K€*
- Vietnam - *depuis 2010 - CA : 219 K€*

AMÉRIQUE LATINE
- Colombie - *depuis 1994 - CA : 10 K€*

AFRIQUE SUBSAHARIENNE
- Cameroun - *depuis 1992 - CA : 893 K€*
- RD Congo - *depuis 1991 - CA : 550 K€*
- Côte d'Ivoire - *depuis 1997 - CA : 502 K€*
- Nigéria - *depuis 1992 - CA : 414 K€*
- Kenya - *depuis 2005 - CA : 302 K€*
- Congo-Brazzaville - *depuis 2011 - CA : 36 K€*
- République centrafricaine - *depuis 2010 - CA : 24 K€*

OCÉAN INDIEN
- Madagascar - *depuis 1989 - CA : 1 641 K€*

CA : Chiffre d'activité en 2011

2011 EN BREF

- Organisme de développement présent dans 15 pays
- 37 projets :
  - 16 projets en formation technique et professionnelle
  - 13 projets d'appui aux petites entreprises
  - 8 projets d'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé
- Près de 21 000 bénéficiaires
- 53 institutions locales partenaires de l'IECD dans le monde
- 93 collaborateurs, dont 15 à Paris
- 45 experts techniques
- 7,5 millions d'euros de chiffre d'activité

Faits marquants 2011

Au niveau des programmes

L'IECD poursuit sa stratégie de mise en œuvre

En 2011, l'IECD a renforcé ses 5 programmes phares définis en 2010 (CERES, Appui aux Petites Entreprises, EFA, Ecoles hôtelières, Lutte contre la drépanocytose), et en a structuré plusieurs autres, comme Graines d'Espérance. Dans nos régions clés, en Afrique, à Madagascar, au Proche-Orient et en Asie du Sud-Est, cette stratégie repose sur une dynamique de partenariat, d'essaimage et de réseau.

Nous renforçons les partenariats public-privé

Nous avons continué d'agir comme catalyseur entre acteurs publics et privés. Ainsi, pour Graines d'Espérance, la coopération de ces acteurs a permis de dessiner des stratégies éducatives qui répondent mieux aux besoins des entreprises et favorisent l'insertion professionnelle des jeunes.

Des programmes essaiment

L'IECD a initié en 2011 l'essaimage des écoles familiales agricoles en RDC et du programme sur la drépanocytose en Afrique centrale. En répliquant dans d'autres pays des méthodologies efficaces, l'essaimage impulse une logique de partenariat Sud-Sud. Car ce sont nos partenaires historiques qui transmettent leur expertise aux institutions nouvellement associées.

Les associations locales sont mises en réseau

En 2011, l'IECD a lancé le Réseau Entreprises Développement en Afrique. Il réunit les associations qui mènent le programme d'appui aux petites entreprises au Cameroun, en Côte d'Ivoire et en RDC. Cette mise en réseau soutient leur institutionnalisation et favorise le partage d'expérience.

Au niveau de l'organisation

L'IECD poursuit sa structuration

En 2011, l'équipe de l'IECD à Paris a été renforcée, avec la création d'une coordination des programmes des Ecoles Familiales Agricoles et d'Appui aux Petites Entreprises en Afrique. Trois nouveaux pôles – Partenariats entreprises, Communication, RSE – ont été créés. Sur le terrain, les 5 délégations de l'IECD ont poursuivi leur mission de pilotage et de mise en œuvre des projets. Dans certains cas, elles ont étendu le champ de leurs activités. Des ressources expertes garantissent la pertinence des projets sur le plan technique et pédagogique.

La création d'un pôle RSE a été initiée

De plus en plus, l'IECD est sollicité par les entreprises pour les accompagner dans la définition et la mise en œuvre de leur politique de responsabilité sociétale. En 2011, les premiers jalons pour développer un pôle RSE ont été posés. En cohérence avec les métiers de l'IECD, il a pour mission de concevoir avec les entreprises des projets qui participent au développement local et améliorent les conditions de vie des communautés.

Xavier Boutin
Directeur exécutif

Les ressources financières de l'IECD

En 2011, les fonds publics ont représenté 34 % des ressources de l'IECD ; et les financements privés 66 %. Ces chiffres montrent la part croissante des fondations philanthropiques, des fondations d'entreprise et des organismes sans but lucratif dans le financement des projets de l'IECD.

L'IDENTITÉ DE L'IECD

NOTRE VISION

Entrepreneurs de développement humain et économique pour former les acteurs responsables de demain

Depuis sa création, l'IECD accompagne le développement humain et économique des pays où il intervient. L'IECD fonde son action sur une approche complète de la personne. Nous sommes convaincus que des personnes bien formées sur le plan académique, technique, social et humain construiront un avenir meilleur pour elles-mêmes et leur famille, mais aussi pour leur communauté et – plus largement – pour la société. L'IECD encourage les jeunes, les parents, les professionnels et les acteurs locaux du développement à prendre une part active et responsable dans la vie de la cité.

NOTRE MISSION

Bâtir des environnements permettant à toute personne de construire son avenir et une société plus juste

L'IECD a une ambition : bâtir des environnements propices, où chacun a la possibilité de révéler ses talents. Nous voulons créer des conditions favorables pour permettre aux personnes de bonne volonté d'agir tant au niveau social que professionnel et institutionnel. En acquérant les savoir-faire nécessaires, elles pourront transformer leur existence et devenir des acteurs responsables dans leur pays. Nous croyons qu'ainsi, elles auront un impact positif sur la société et contribueront à la rendre plus juste.

3 VALEURS

- Un regard sur la personne
- L'esprit de service
- Un engagement professionnel

2 VERTUS

- L'audace pour entreprendre
- La patience pour mettre en œuvre

6 OBJECTIFS

1. **Donner aux jeunes les moyens d'accéder à une formation** qui leur permet d'avoir un métier valorisé et pérenne

2. **Permettre aux petits entrepreneurs d'acquérir les outils** nécessaires pour renforcer leur activité et améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs employés

3. **Offrir aux personnes vulnérables un cadre de vie** dans lequel elles peuvent réaliser leur potentiel

4. **Créer des capacités nouvelles d'action** pour les partenaires locaux, en les renforçant sur le plan institutionnel, financier et organisationnel

5. **Renforcer l'unité de la famille fragilisée** par la pauvreté, le handicap ou l'exil

6. **Contribuer à l'émergence d'une classe moyenne** qui densifie le tissu social et économique

Par ailleurs, l'IECD garantit que ses projets sont gérés avec rigueur et efficience et qu'ils ont un impact durable pour les personnes bénéficiaires.

Les principes d'action

Mettre le savoir-faire de l'IECD au service des personnes bénéficiaires

Depuis 25 ans, l'IECD a développé une expertise reconnue en matière de formation professionnelle, d'appui aux petites entreprises et d'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé. Son savoir-faire éprouvé lui permet de conduire des projets qui ont un impact durable pour les personnes, leur famille et la communauté locale.

Construire des partenariats durables avec des acteurs locaux qui partagent la vision de l'IECD

L'IECD travaille en collaboration étroite avec des organisations locales. Engagées dans le domaine d'intervention choisi, reconnues pour leurs compétences et leur gouvernance, elles participent à la mise en œuvre des projets sur le terrain. L'IECD construit avec elles une relation durable et contribue à leur renforcement institutionnel, financier et organisationnel.

Travailler en étroite collaboration avec les acteurs économiques

L'IECD privilégie l'implication des entreprises, car ce sont des acteurs majeurs du développement local. Les entreprises locales sont en interaction permanente avec les centres de formation afin d'adapter l'enseignement aux exigences du marché du travail et faciliter l'insertion professionnelle des jeunes. Les entreprises nationales et internationales sont sollicitées pour soutenir des projets cohérents avec leurs valeurs, leur implantation géographique ou leur secteur d'activité. Elles peuvent s'engager à travers une participation à la gestion du projet ou un appui plus ciblé.

Impliquer les autorités locales

L'IECD informe et implique les collectivités locales et les institutions publiques dans les projets mis en œuvre sur leur territoire. Il articule ses actions avec les politiques nationales, tout en proposant des axes d'évolution, notamment en matière de santé et d'éducation.

S'appuyer sur des ressources expertes

L'IECD s'appuie sur des ressources expertes pour garantir la pertinence des projets réalisés. Elles participent à la définition et à l'élaboration des programmes, au transfert de savoir-faire, à la formation des formateurs, à l'évaluation des projets et au renforcement institutionnel des partenaires locaux.

Agir avec transparence et responsabilité

La mise en œuvre des projets de l'IECD est encadrée par des systèmes, des procédures et des outils techniques, opérationnels et financiers. Une planification rigoureuse et un contrôle régulier (audit, évaluation) garantissent la bonne maîtrise des projets.

Le cycle du projet

1. Identification des besoins
Sur le terrain, des études d'opportunité et de faisabilité sont réalisées pour identifier les besoins humains, sociaux et économiques.

2. Définition du projet
Sur cette base, un projet de développement est élaboré autour des 3 axes d'action de l'IECD : la formation technique et professionnelle, l'appui aux petites entreprises et l'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé.

3. Mise en oeuvre
L'IECD pilote et met en œuvre le projet avec ses partenaires locaux. L'IECD a recours à des ressources expertes et assure l'ingénierie financière et technique du programme.

4. Mesure de l'impact et suivi
L'impact du projet est mesuré par des études d'évaluation. Le projet contribue à améliorer les conditions de vie des bénéficiaires, renforce les capacités des acteurs locaux ou appuie le développement économique au niveau local.

LES PROGRAMMES

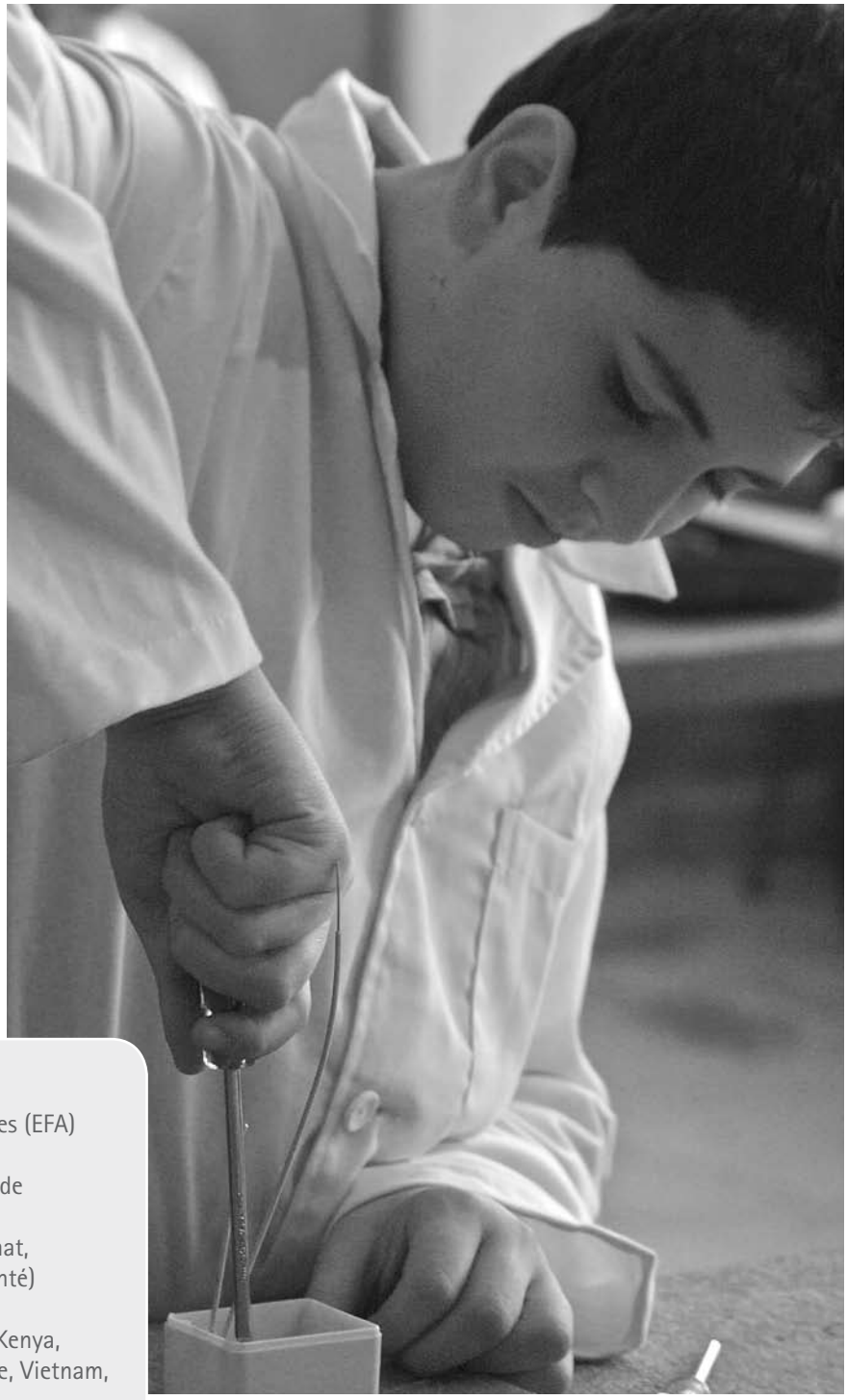
L'IECD structure son activité autour de 3 cœurs de métier : la formation technique et professionnelle, l'appui aux petites entreprises et l'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé. Chaque métier recouvre, d'une part, des programmes où l'IECD a développé un savoir-faire reconnu depuis 25 ans et, d'autre part, des actions innovantes en réponse à un besoin local.

FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

L'IECD développe des formations qualifiantes et – dans la mesure du possible – diplômantes, dans des secteurs porteurs d'emploi au niveau local. Ces formations mettent l'accent sur les pratiques et l'apprentissage professionnel.

Elles sont destinées aux jeunes – filles et garçons – qui ont un accès limité à l'éducation ou dont la formation initiale est en inadéquation avec les besoins des entreprises. Grâce à l'enseignement qu'ils reçoivent, ils acquièrent les outils indispensables pour s'insérer durablement sur le marché du travail et faire face aux aléas de l'existence.

L'IECD privilégie les établissements déjà existants ; il les aide à améliorer leur offre pédagogique et à se renforcer sur le plan institutionnel. Quand il n'existe aucune structure adaptée, l'IECD participe alors à la création d'un centre de formation.



LES ACTIONS

- Le programme d'écoles familiales agricoles (EFA)
- Le programme d'écoles hôtelières
- Le programme de formation aux métiers de l'électrotechnique
- Des actions ciblées (informatique, artisanat, formation continue des personnels de santé)

16 PROJETS > Cameroun, Côte d'Ivoire, Kenya, Nigéria, Madagascar, Liban, Syrie, Thaïlande, Vietnam, Colombie

APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

En Afrique et au Proche-Orient, où le secteur informel emploie entre 80 et 90 % de la population active, les petits entrepreneurs sont des acteurs majeurs du développement économique local. Ils manquent souvent de compétences en gestion et de vision à moyen terme, ce qui entrave leur capacité à s'inscrire dans la durée.

En milieu urbain, l'IECD mène un programme d'appui aux petits entrepreneurs, artisans et commerçants. Les participants reçoivent une formation en gestion, ainsi qu'un accompagnement personnalisé. Dans les campagnes, l'IECD soutient aussi le développement de filières économiques locales, génératrices de revenus (apiculture, culture maraîchère, transformation alimentaire, tourisme rural).

L'IECD donne ainsi aux entrepreneurs urbains et ruraux les outils pour développer leur activité, créer de la valeur et des emplois et assurer la pérennité de leur entreprise. En augmentant leurs revenus, ils améliorent les conditions de vie de leur famille et de leur environnement.

LES ACTIONS

- Le programme d'appui aux petites entreprises en milieu urbain
- Le développement de filières économiques en milieu rural

13 PROJETS > Cameroun, Côte d'Ivoire, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Kurdistan d'Irak, Liban, Syrie, Territoires palestiniens

ACCÈS DES PERSONNES VULNÉRABLES À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Dans les pays où l'IECD intervient, les personnes les plus vulnérables ont rarement accès à des soins ou à une éducation de qualité, adaptés à leurs besoins ou leur permettant de réaliser leur potentiel.

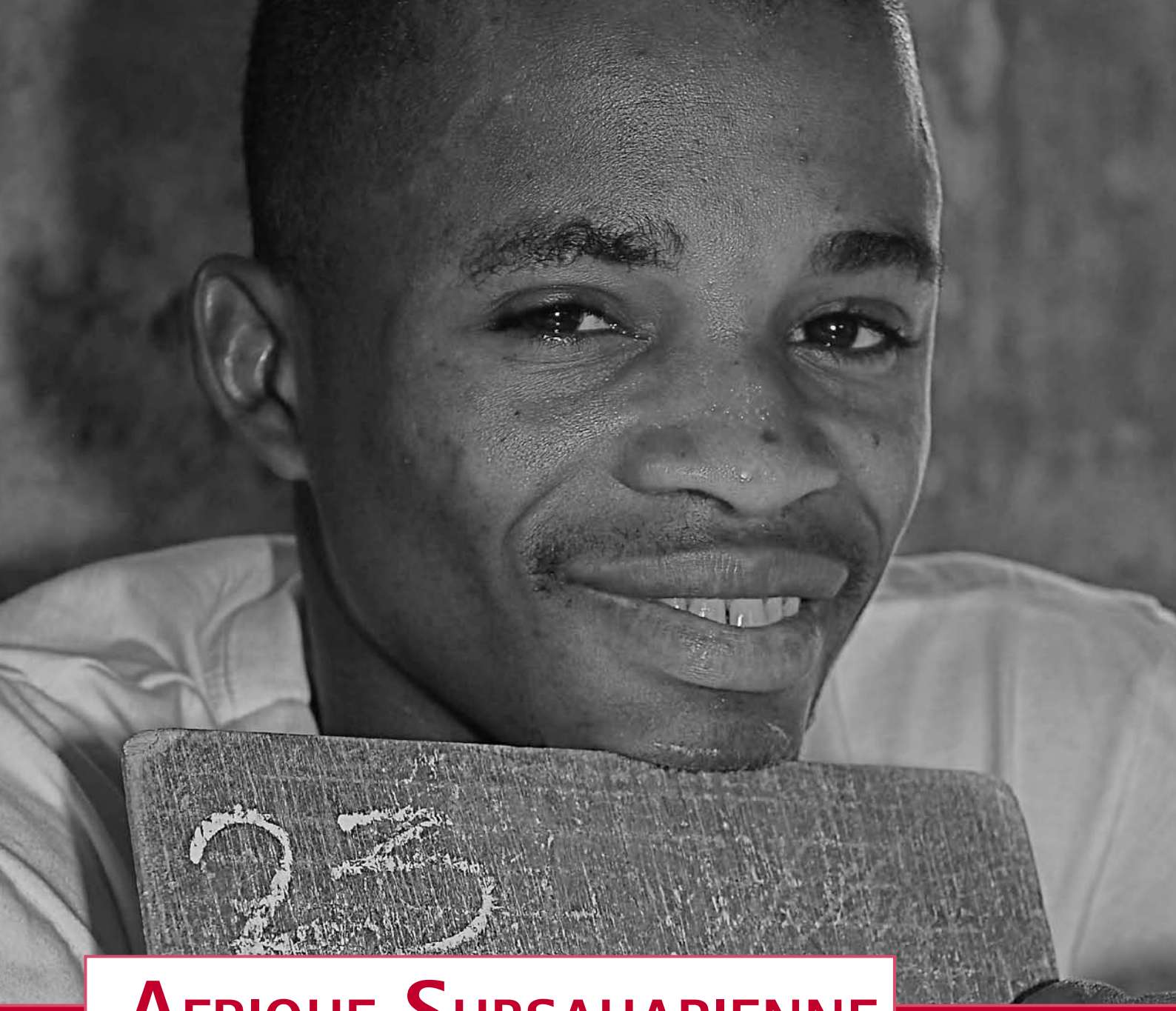
L'IECD travaille à renforcer les centres sanitaires et éducatifs existants, voire – dans certains cas – à créer des structures adaptées. Ces établissements sont destinés aux personnes qui ont des besoins spécifiques. Sur le plan éducatif, il s'agit de leur offrir un cadre de vie pacifié où elles peuvent s'épanouir et devenir autonomes. Sur le plan sanitaire, il s'agit d'améliorer la prise en charge des patients les plus vulnérables, comme les personnes drépanocytaires, et de les sortir de leur isolement en changeant le regard que la société leur porte.

En parallèle, l'IECD contribue au renforcement des capacités des structures qui accueillent et prennent en charge ces personnes vulnérables. Des actions de formation sont menées pour favoriser l'adoption de bonnes pratiques et assurer leur pérennisation.

LES ACTIONS

- Le programme de renforcement éducatif et scolaire (CERES)
- Le programme d'appui, de formation et de veille sur la drépanocytose
- Des actions ciblées en faveur des réfugiés ou des personnes en situation de handicap

8 PROJETS > Madagascar, Congo-Brazzaville, RD Congo, Liban, Syrie



Afrique Subsaharienne

Avec un taux de croissance de 5,2 % en 2011, l'Afrique subsaharienne est l'une des régions qui a le mieux résisté à la crise économique mondiale. Ce dynamisme a été stimulé par l'exportation de matières premières, mais aussi par une demande intérieure de plus en plus forte. Néanmoins, la région doit encore faire face à un enjeu de taille : que sa croissance soit durable, équilibrée, source de sécurité alimentaire et créatrice d'emplois pour ses 856 millions d'habitants. Depuis 1992, l'IECD a fait de l'insertion professionnelle des jeunes, du renforcement des petites entreprises et de l'accès à des soins de qualité pour les populations vulnérables les axes stratégiques de son action en Afrique subsaharienne.

3 questions à

Patrice Noa

Patrice Noa est Directeur des Opérations de Cameroun Entreprises Développement, une association qui forme et accompagne les petits entrepreneurs camerounais. Elle est soutenue par l'IECD.

Quelles sont les relations entre Cameroun Entreprises Développement (CED) et l'IECD ?

Elles sont très étroites ! CED a été créé en 2006 pour mettre en œuvre le programme d'appui aux petites entreprises initié par l'IECD en 1998. Aujourd'hui, CED est complètement autonome dans son fonctionnement. Nous sommes garants de l'adéquation du programme avec la réalité locale ; nous sensibilisons les petits entrepreneurs camerounais ; nous organisons les formations et le suivi ; enfin, nous gérons les Centres de Gestion et de Services. L'IECD intervient à 2 niveaux : l'assistance technique et l'ingénierie financière.

Qu'est-ce que l'assistance technique ?

C'est un point essentiel de notre partenariat, qui est fondé sur l'échange et le partage. L'IECD nous transfère ses compétences et ses méthodes aussi bien sur le plan pédagogique qu'institutionnel. Par exemple, cette année, l'IECD a organisé 2 séminaires sur la pédagogie pour adultes et les techniques de coaching. Pour nos formateurs, c'est très utile ! L'IECD nous apporte également son expérience associative. Membre du Conseil d'administration de CED, il nous accompagne dans notre renforcement institutionnel et financier.

Pouvez-vous présenter le Réseau Entreprises Développement ?

Le Réseau Entreprises Développement a été lancé en 2011 avec le soutien de l'IECD. Il regroupe les associations mettant en œuvre le programme d'appui aux petites et très petites entreprises , notamment en Afrique et au Proche-Orient. Nous n'en sommes qu'au début, mais cette logique de réseau nous a d'ores et déjà permis de progresser. D'abord, parce que nous créons des contenus et des méthodologies communs ; ensuite, parce qu'en partageant nos difficultés, nous trouvons ensemble des solutions efficaces ; enfin, parce que nous devenons un acteur crédible sur le plan international. C'est la clé de la pérennité de notre modèle !

2011 EN BREF

- Cameroun, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Kenya, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo
- 14 projets actifs :
  - 5 projets en formation technique et professionnelle
  - 6 projets d'appui aux petites entreprises
  - 3 projets d'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé
- 2,7 millions d'euros de chiffre d'activité
- 10 partenaires locaux
- 13 collaborateurs

Cameroun

- Présent au Cameroun depuis 1992
- 4 projets
- 4 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 893 000 €

LE RÉSEAU D'ÉCOLES FAMILIALES AGRICOLES

LE CONTEXTE

L'exode de la jeunesse rurale

Au Cameroun, la dévalorisation croissante du travail agricole accélère le départ des jeunes ruraux vers les villes. Cet exode provoque la disparition des savoir-faire et entrave le développement des exploitations.

L'OBJECTIF DU PROJET

Former les entrepreneurs ruraux de demain

Depuis 1992, l'IECD et la CNEFAC développent un réseau national d'écoles familiales agricoles (EFA). L'objectif : former les jeunes déscolarisés des campagnes pour qu'ils puissent se construire un avenir au sein de leur communauté.

LES ACTIONS EN 2011

> Former les élèves en alternance

En 2011, le réseau EFA a accueilli 1 230 jeunes, dont 60 % de filles. Pendant 3 ans, les élèves reçoivent une formation professionnelle (agriculture, élevage, artisanat rural, gestion d'exploitation). Chaque cycle d'alternance dure entre 3 et 4 semaines et comprend 3 phases : observation empirique de la réalité agricole, formation théorique et pratique en classe, mise en application dans l'exploitation familiale. En 2011, 130 formateurs ont été formés à la pédagogie par alternance des EFA.

> Mettre la pratique au cœur de la formation

Les élèves s'appuient sur l'étude de leur expérience dans l'exploitation familiale pour aborder les notions théoriques et pratiques à l'école. Pour les cours pratiques, certaines EFA disposent de champs et de petits élevages ; cette année, six d'entre elles se sont équipées en outils pédagogiques.

> Former les adultes

Les EFA proposent des formations modulaires aux adultes qui le souhaitent, le plus souvent des anciens ou des parents d'élèves. En 2011, 750 personnes ont été formées aux techniques de production, à la pédagogie des EFA et au fonctionnement des associations.

> Renforcer les compétences associatives des EFA

Les EFA sont des structures associatives autonomes. En 2011, l'accent a été mis sur le renforcement des compétences des équipes de direction et des membres des Conseils d'administration (gestion associative, ressources humaines, relations institutionnelles).

QU'EST-CE QU'UNE ÉCOLE FAMILIALE AGRICOLE ?

C'est un centre de formation professionnelle pour les jeunes ruraux. Pendant 3 ans, les élèves alternent cours théoriques sur les techniques agricoles et mise en pratique dans les exploitations familiales. Il s'agit de leur donner les outils pour créer une petite entreprise agricole ou développer celle de leurs parents.

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

Bénéficiaires en 2011 :
1 230 jeunes de 14 à 25 ans,
750 adultes, 130 formateurs

Localisation :
Cameroun

Partenaire local :
Coordination Nationale des Ecoles Familiales Agricoles au Cameroun (CNEFAC)

Début du projet : *1992*

Budget 2011-2015 : 1 530 000 €
Dépenses réalisées : 18 %

APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS CAMEROUNAIS

LE CONTEXTE

Des entrepreneurs sans formation managériale

Au Cameroun, l'économie repose sur une multitude de petites activités informelles (commerce, artisanat, restauration, service de proximité). Mais leurs fondateurs manquent souvent de compétences en gestion, ce qui cause de nombreuses faillites.

L'OBJECTIF DU PROJET

Donner aux petits entrepreneurs les moyens de renforcer leur activité

L'association Cameroun Entreprises Développement met en œuvre, avec le soutien de l'IECD, un programme d'appui aux petits entrepreneurs. L'objectif est de les former aux outils de gestion et de les accompagner pour leur permettre de structurer leur activité et d'améliorer ainsi leurs conditions de vie.

LES ACTIONS EN 2011

> Former les petits entrepreneurs

En 2011, 492 entrepreneurs ont participé aux formations de base en gestion. Elles ont notamment porté sur le journal de caisse, la gestion de la trésorerie, l'épargne et les relations clientèle. Ces formations ont été organisées dans les Centres de Gestion et de Services (CGS) à Yaoundé, Douala, Bafoussam et Garoua, mais aussi dans l'antenne mobile implantée cette année à Mbouda.

> Assurer un suivi concret

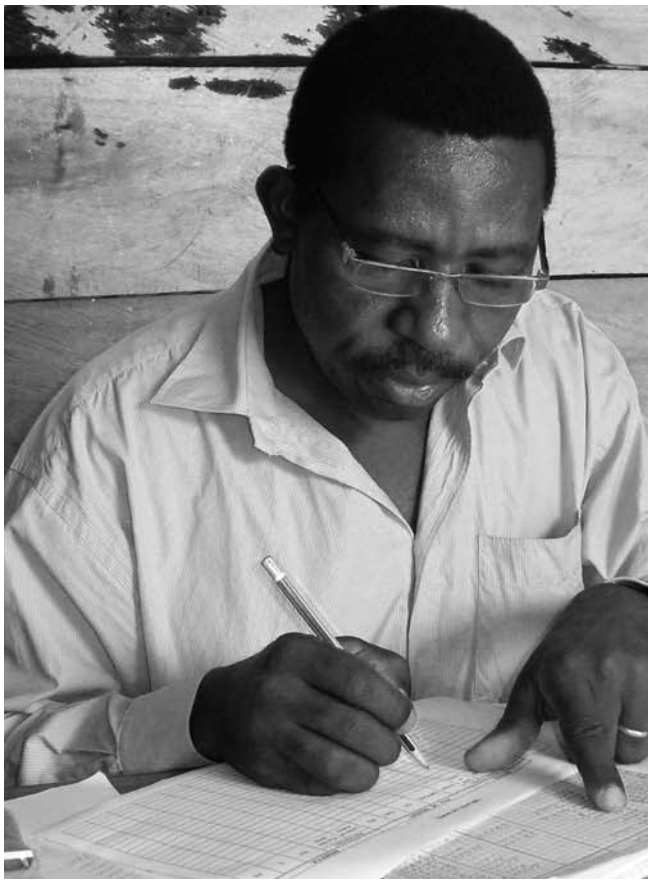
Pendant et après la formation, le formateur se rend 8 fois sur le lieu de travail des personnes formées. Il s'assure de la bonne adaptation des outils de gestion au contexte professionnel. En 2011, plus de 3 000 visites ont été réalisées.

> Accompagner les entrepreneurs dans la durée

Les entrepreneurs ayant participé à la formation initiale peuvent adhérer aux CGS qui leur proposent des services dédiés. En 2011, 163 abonnés, dont 55 % de femmes, ont suivi les nouvelles formations en bureautique, management et comptabilité-finance ; et 111 ont été suivis par un *coach*. Ils ont aussi participé à des soirées thématiques pour échanger sur leurs bonnes pratiques et continuer à enrichir leurs connaissances.

> Favoriser la pérennité du programme

Pour accroître son autonomie financière, CED propose des prestations payantes. En 2011, 100 entrepreneurs et dirigeants de coopératives ont suivi des formations, financées par Syngenta et Total.



SECTEUR :
APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

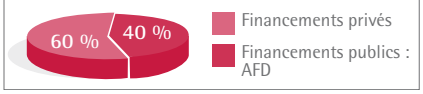
Bénéficiaires en 2011 :
866 petits entrepreneurs

Localisation :
Yaoundé, Douala (Akwa et Bonabéri), Bafoussam, Mbouda (antenne mobile), Garoua

Partenaire local :
Cameroun Entreprises Développement (CED)

Début du projet : *1998*

Budget 2008-2012 : 1 030 000 €
Dépenses réalisées : 86 %



LE RÉSEAU MUTUALISTE DE CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

En mai 2011, une évaluation indépendante des 8 caisses MUCADEC a été réalisée par Microfinance Sans Frontières. Elle a montré que le projet avait amélioré l'accès au crédit et à une épargne sécurisée des 4 500 sociétaires. En décembre 2011, le réseau MUCADEC a été agréé comme Institut de microfinance par le Ministère des Finances camerounais et la Commission Bancaire d'Afrique Centrale. A terme, l'IECD, MUCADEC et le CICM envisagent un déploiement du réseau en milieu rural.

Localisation :
Douala et Yaoundé

Partenaire local :
Mutuelles Camerounaises d'Epargne et de Crédit (MUCADEC)

Début du projet : *2009*

ÉCOLE HÔTELIÈRE ET FORMATIONS PRATIQUES POUR LES FEMMES

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

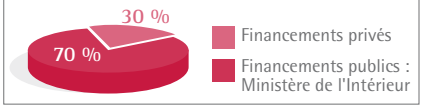
Bénéficiaires en 2011 :
300 femmes sensibilisées au projet

Localisation :
zone rurale de Mehandan

Partenaire local :
Centre pour la Promotion Sociale (CEPS)

Début du projet : *2010*

Budget 2010-2013 : 833 700 €
Dépenses réalisées : 43 %



LE CONTEXTE

Des femmes en situation de précarité

Mehandan est une région rurale très pauvre située à proximité de Yaoundé. Les femmes, peu éduquées et n'ayant pas accès à la formation, y vivent dans des conditions difficiles.

L'OBJECTIF DU PROJET

Donner aux femmes les moyens de se construire un avenir meilleur

En 2010, l'IECD et le CEPS ont lancé un projet global de formation. Dès 2012, les villageoises de Mehandan recevront des formations pratiques pour améliorer leurs conditions de vie. A partir de 2013, une école hôtelière formera, chaque année, 45 jeunes filles de 16 à 25 ans aux métiers de l'hôtellerie-restauration, leur permettant de s'insérer dans la dynamique économique de la région.

1. LES FORMATIONS DANS LES VILLAGES EN 2011

> Promouvoir le projet auprès des villageoises

En 2011, un important travail de sensibilisation a été réalisé dans 14 villages de la région. Les autorités locales ont apporté leur soutien au projet, et plus de 300 femmes ont déjà exprimé leur souhait d'y participer.

> Elaborer des formations qui répondent aux besoins concrets des femmes

En 2011, une enquête a été menée sur le terrain pour recenser les besoins des femmes de la région. C'est sur cette base qu'ont été élaborés les 4 modules de formation (alphabétisation, nutrition, activités génératrices de revenus, agriculture / élevage) qui débuteront en janvier 2012.

> Promouvoir la santé rurale

En 2011, l'IECD et le CEPS ont relayé à Mehandan l'initiative du gouvernement camerounais pour lutter contre le paludisme. Plus de 900 personnes ont été sensibilisées.

2. L'ÉCOLE HÔTELIÈRE EN 2011

> Poursuivre la construction de l'école

En 2011, le restaurant et l'hôtel d'application de l'école ont été construits et équipés. Ils permettront aux élèves de se former concrètement à leur futur métier et acquérir ainsi une qualification professionnelle.

> Recruter les équipes encadrantes

En 2011, les équipes dirigeantes et pédagogiques de l'école ont été recrutées et formées à la pédagogie par compétences, une méthodologie qui met l'accent sur la pratique.

QU'EST-CE QUE L'APPROCHE PAR COMPÉTENCES ?

C'est une démarche pédagogique qui articule l'activité professionnelle et le processus de formation. En se référant à l'activité professionnelle proprement dite, l'élève s'approprie les compétences qui lui permettront de réussir son insertion dans le milieu du travail et la poursuite de son parcours professionnel dans la vie active.

Côte d'Ivoire

- Présent en Côte d'Ivoire depuis 1997
- 2 projets
- 1 partenaire local
- Chiffre d'activité : 502 000 €

LE RÉSEAU D'ÉCOLES FAMILIALES AGRICOLES

LE CONTEXTE

Des métiers ruraux peu valorisés

En Côte d'Ivoire, le manque de formation dans les zones rurales compromet l'insertion des jeunes, qui n'ont souvent accès qu'à des activités précaires et mal rémunérées.

L'OBJECTIF DU PROJET

Former de futurs entrepreneurs ruraux responsables

Depuis 1998, l'IECD et la PEFACI accompagnent le développement des écoles familiales agricoles (EFA). Les EFA forment les jeunes déscolarisés aux métiers de l'élevage, de l'agriculture et de l'artisanat rural, élargissant ainsi leurs perspectives professionnelles.

LES ACTIONS EN 2011

> Former les élèves en alternance

En 2011, le réseau EFA a accueilli 475 jeunes de 14 à 25 ans, dont 39 % de filles. Pendant 3 ans, les élèves reçoivent une formation professionnelle (agriculture, élevage, artisanat rural, gestion d'exploitation). Chaque cycle d'alternance dure entre 3 et 4 semaines et comprend 3 phases : observation empirique de la réalité agricole, formation théorique et pratique en classe, mise en application dans l'exploitation familiale.

> Accompagner les anciens élèves

Les EFA accompagnent les élèves sur le long terme et peuvent leur proposer des formations complémentaires. Ainsi, à la demande de 24 anciens, un séminaire en gestion et cacaoculture a été organisé en novembre 2011.

> Former les formateurs

En 2011, 24 formateurs ont reçu une formation technique (porciculture, aviculture, cultures maraîchères) ; et 10 ont fait un stage d'observation dans une EFA pilote. Enfin, 4 séminaires pédagogiques ont été organisés pour les 60 formateurs du réseau.

> Poursuivre la régionalisation des EFA

Au second semestre 2011, pour favoriser les synergies avec le terrain, les pôles régionaux ont été transférés dans 4 EFA pilotes, choisies pour leur dynamisme et leurs bonnes pratiques. Centres de formation régionaux, ces EFA jouent aussi un rôle de coordination.

> Renforcer l'institutionnalisation des EFA

La PEFACI a poursuivi son travail d'institutionnalisation, indispensable à la pérennisation des EFA. A terme, c'est leur intégration dans le système ivoirien de formation agricole et rurale qui est visé.

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

Bénéficiaires en 2011 :
475 jeunes, 60 formateurs

Localisation :
Côte d'Ivoire

Partenaire local :
Plateforme des Écoles Familiales Agricoles de Côte d'Ivoire (PEFACI)

Début du projet : *1998*

Budget 2009-2012 : 1 865 000 €
Dépenses réalisées : 79 %

APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS IVOIRIENS

SECTEUR :
APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Bénéficiaires en 2011 :
308 petits entrepreneurs, artisans et commerçants

Localisation :
Abidjan (Cocody et Marcory), Yamoussoukro et Bouaké

Début du projet : *2008*

Budget 2011-2015 : 983 000 €
Dépenses réalisées : 14 %

LE CONTEXTE

Des activités fragiles

En Côte d'Ivoire, les petites entreprises recrutent 80 % de la population active des villes. Elles sont surtout présentes dans le commerce, l'artisanat, la restauration et les services de proximité. Mais ce sont des structures fragiles qui font souvent faillite au bout de 2 ans.

L'OBJECTIF DU PROJET

Renforcer les compétences managériales des petits entrepreneurs

Depuis 2008, l'IECD forme et accompagne les petits entrepreneurs. L'objectif est de leur donner des outils pratiques pour qu'ils passent d'une logique de subsistance à une croissance durable et structurée. A terme, ce sont leurs conditions de vie et celles de leurs employés qui seront améliorées.

LES ACTIONS EN 2011

> Ouvrir un nouveau centre de formation

Les formations sont organisées dans les Centres de Gestion et de Services (CGS). En septembre 2011, un centre a été ouvert à Bouaké. Il s'ajoute à ceux de Cocody et de Yamoussoukro. A Marcory, c'est une antenne mobile qui assure les formations dans les quartiers ouest d'Abidjan.

> Former les entrepreneurs à la gestion de base

En 2011, 308 entrepreneurs ont participé aux formations. Ils ont été formés aux outils de base (journal de caisse, calcul du prix de vente), mais aussi à la gestion de la trésorerie et de l'épargne et aux relations clientèle.

> Accompagner les entrepreneurs sur leur lieu de travail

Pendant un an, le formateur se rend régulièrement sur le lieu de travail des personnes formées. Il s'assure de la bonne appropriation des outils et les aide à structurer le développement de leur activité. En 2011, près de 1 000 visites ont été réalisées.

> Approfondir la formation initiale

Depuis 2011, à Cocody et Yamoussoukro, les entrepreneurs ayant participé à la formation initiale peuvent adhérer aux CGS, où ils bénéficient de services dédiés. En 2011, 10 abonnés ont participé aux formations en bureautique, et 28 ont choisi d'être accompagnés par un *coach*.

10 ANS D'EXPÉRIENCE D'AIDE AUX PETITES ENTREPRISES

Le retour d'expérience de l'IECD en Afrique a montré que 85 % des bénéficiaires utilisaient les outils de gestion auxquels ils ont été formés. Après 6 mois, leurs revenus ont généralement augmenté de 35 %, ce qui leur permet de créer des emplois et d'améliorer les conditions de vie de leurs employés et de leur famille.

Kenya

- Présent au Kenya depuis 2005
- 1 projet
- 1 partenaire local
- Chiffre d'activité : 302 000 €

ÉCOLE HÔTELIÈRE ET FORMATIONS PRATIQUES POUR LES FEMMES

LE CONTEXTE

La vie précaire des femmes de Kilifi

Au nord-est de Mombasa, Kilifi est une région, où le chômage et la pauvreté sont le quotidien de la population. Peu formées, souvent analphabètes, les femmes sont les plus touchées par les difficultés économiques.

L'OBJECTIF DU PROJET

Bâtir les conditions d'un avenir durable

Depuis 2010, l'IECD et *Kianda Foundation* mènent un projet global de formation. A Kilifi, ils ont créé une école hôtelière pour former les jeunes filles et les insérer dans la dynamique touristique de la région. Dans les villages, ils donnent aux femmes des outils pratiques pour améliorer leurs conditions de vie.

1 – L'ÉCOLE HÔTELIÈRE EN 2011

> Former les jeunes filles à un métier porteur

En 2011, l'école a formé 85 élèves aux métiers de la cuisine, du service et de l'hébergement. Elle propose une formation d'un an aux jeunes déscolarisées et de 2 ans à celles qui ont le baccalauréat.

> Privilégier la pratique

Un expert de l'IECD a formé en 2011 les 10 formateurs de l'école à la pédagogie par compétences. Cette approche met l'accent sur la pratique. Les élèves ont été formées en conditions réelles dans l'hôtel-restaurant d'application, et les 35 étudiantes de deuxième année ont fait un stage de 4 mois dans un hôtel de la région.

> Créer des liens avec les professionnels

En 2011, un comité d'orientation a réuni l'équipe pédagogique et les hôteliers locaux. Il a permis d'ajuster le programme pour mieux répondre à leurs besoins. Il a aussi favorisé le placement des élèves : à l'issue de la formation courte, 91 % ont trouvé un emploi.

2 – LES FORMATIONS DANS LES VILLAGES EN 2011

> Améliorer les conditions de vie dans 6 villages

Les formations portent sur l'alphabétisation, la couture, la cuisine et l'agriculture, mais sont aussi une initiation à l'hygiène et à la nutrition. En 2011, 120 femmes y ont participé.

> Accroître les revenus des villageoises

Grâce à ces formations, 60 % des participantes ont créé une activité génératrice de revenus (couture, agriculture, cuisine, fabrication de détergents naturels), ce qui leur a permis d'améliorer leurs conditions de vie.

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

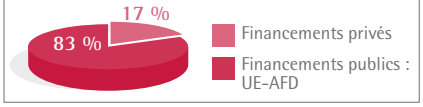
Bénéficiaires en 2011 :
85 jeunes filles de 16 à 25 ans, 120 villageoises

Localisation :
Kilifi (région de Mombasa)

Partenaire local :
Kianda Foundation

Début du projet : *2010*

Budget 2010-2013 : 866 204 €
Dépenses réalisées : 72 %



Nigéria

- Présent au Nigéria depuis 1992
- 2 projets
- 2 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 414 000 €

ÉCOLE HÔTELIÈRE ET FORMATIONS PRATIQUES POUR LES FEMMES

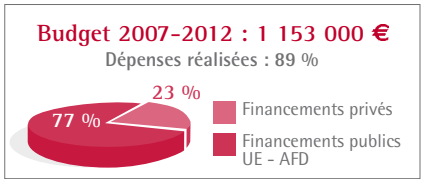
SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

Bénéficiaires en 2011 :
21 jeunes filles, 11 formateurs, 600 villageoises

Localisation :
Enugu et zone rurale de Nike

Partenaire local :
Women's Board

Début du projet : *2007*



LE CONTEXTE

Des conditions de vie difficiles

Faute d'accès à l'éducation, les femmes de la région d'Enugu ont souvent des emplois très précaires, qu'elles travaillent en ville ou à la campagne.

L'OBJECTIF DU PROJET

Construire un avenir durable aux femmes de la région

En 2007, l'IECD et *Women's Board* ont lancé un projet global de formation. A Enugu où le tourisme d'affaires se développe, une école hôtelière a été construite pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes filles. Dans les villages sont proposées aux femmes des formations pratiques pour améliorer leurs conditions de vie.

1. L'ÉCOLE HÔTELIÈRE EN 2011

En 2011, les bâtiments ont été achevés, et 11 formateurs ont été recrutés et formés. En novembre, l'école a accueilli sa première promotion ; à terme, elle formera 90 élèves par an. Le référentiel, élaboré avec l'appui d'un expert, met l'accent sur la pratique professionnelle (cuisine, buanderie). Pendant 3 ans, les élèves apprendront les métiers de l'hôtellerie-restauration ; elles feront aussi un apprentissage dans un hôtel ou restaurant de la région.

2. LES FORMATIONS DANS LES VILLAGES EN 2011

En 2011, 600 villageoises ont participé aux formations (hygiène, nutrition, cuisine), et plus de 50 ont créé une activité génératrice de revenus (vente de snacks, détergents), leur permettant d'améliorer leur quotidien. Par ailleurs, le projet promeut la santé rurale. Chaque semaine, 3 médecins et une infirmière vont dans les villages pour proposer des soins, sensibiliser les femmes à l'hygiène et les inciter à aller dans des centres de santé. En 2011, 400 consultations ont été réalisées.

APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS NIGÉRIANS

A Egi, dans le delta du Niger, l'IECD et *SME Development Network* ont mené en 2011 un projet pilote d'appui aux petites entreprises pour contribuer au renforcement des entrepreneurs, sources d'emplois au niveau local. Le projet s'est déroulé en 2 temps. Les formateurs de *SME Development Network* ont d'abord été formés à la démarche pédagogique de l'IECD, démarche qui met l'accent sur la pratique. Puis, entre juillet et août 2011, 22 entrepreneurs ont été formés aux outils de gestion de base, mais aussi aux relations clientèle, à l'épargne et aux investissements. Pendant et après la formation, les formateurs ont réalisé 132 visites sur le lieu de travail des participants pour s'assurer de l'adaptation des outils au contexte professionnel.

SECTEUR :
APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Bénéficiaires en 2011 :
22 entrepreneurs, 4 formateurs

Partenaire local :
SME Development Network

Budget 2011 : *70 000 €*

Financements privés : *100 %*

République démocratique du Congo

- Présent en République démocratique du Congo (RDC) depuis 1991
- 3 projets
- 1 partenaire local
- Chiffre d'activité : 549 872 €

APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS CONGOLAIS

LE CONTEXTE

Créer son entreprise pour améliorer ses conditions de vie

En RDC, créer sa propre entreprise est devenu un moyen de sortir de la pauvreté et de faire face aux crises de ces dernières décennies. Mais le manque de compétences managériales empêche souvent ces petits entrepreneurs, artisans et commerçants de pérenniser leur activité.

L'OBJECTIF DU PROJET

Former les petits entrepreneurs pour qu'ils renforcent leur activité

Depuis 2010, l'IECD et le CECFOR forment et accompagnent les petits entrepreneurs et ceux qui souhaitent créer leur propre activité. L'objectif est de leur donner des outils pour construire une activité valorisée et pérenne et améliorer ainsi durablement leurs conditions de vie.

LES ACTIONS EN 2011

> Ouvrir un nouveau centre de formation

Les formations sont organisées dans les 2 Centres de Gestion et de Services (CGS) de Kinshasa. En février 2011, un centre a été ouvert dans la commune de Kasa Vubu. Il s'est ajouté à celui de Masina, déjà en activité depuis 2010.

> Former les entrepreneurs

En 2011, 210 entrepreneurs ont suivi les formations en gestion de base (journal comptable, calcul du prix de vente, trésorerie, épargne, fiscalité, relations clientèle). Des formations spécifiques ont été proposées à 50 participants pour les accompagner dans leur projet de création d'entreprise.

> Accompagner les entrepreneurs au quotidien

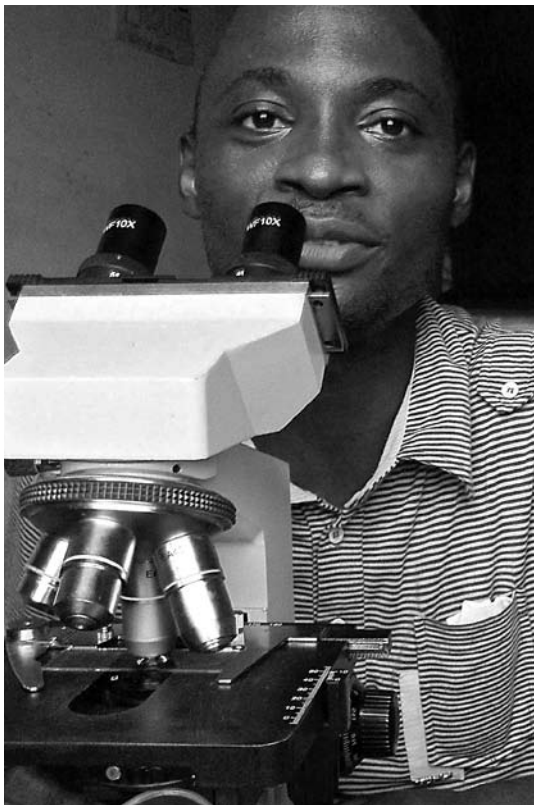
Pendant un an, le formateur se rend régulièrement sur le lieu de travail des entrepreneurs. Il s'assure de la bonne appropriation des outils et les aide à structurer le développement de leur activité. En 2011, près de 1 000 visites ont été réalisées.

> Approfondir la formation initiale

Les entrepreneurs peuvent adhérer aux CGS, où ils bénéficient de services dédiés. En 2011, 69 abonnés ont participé aux formations en bureautique, marketing ou comptabilité / finance, et 33 ont choisi d'être suivis par un *coach*.

> Favoriser la pérennité du programme

Pour accroître son autonomie financière, l'équipe du projet propose des prestations externes. Dans ce cadre, 100 personnes (parents de drépanocytaires, membres d'ONG locales, jeunes de la rue) ont suivi des formations entrepreneuriales en 2011.



SECTEUR :
APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Bénéficiaires en 2011 :
349 petits entrepreneurs

Localisation :
Kinshasa (communes de Masina et de Kasa Vubu)

Partenaire local :
CECFOR

Début du projet : *2010*

Budget 2010-2012 : 600 000 €
Dépenses réalisées : 61 %

LA PLATEFORME D'APPUI, DE FORMATION ET DE VEILLE SUR LA DRÉPANOCYTOSE (PAFOVED)

LE CONTEXTE

La drépanocytose, une maladie génétique stigmatisée

Aujourd'hui, 20 à 30 % des Congolais sont porteurs sains du gène de la drépanocytose, et, chaque année, on dénombre 50 000 nouveaux cas. A cause d'un mauvais suivi médical et de l'exclusion sociale qui les frappe, 50 à 75 % d'entre eux meurent avant l'âge de 5 ans.

L'OBJECTIF DU PROJET

Améliorer la prise en charge des malades

En 2006, l'IECD et le CECFOR créent la PAFOVED, une plateforme d'appui, de formation et de veille sur la drépanocytose. Elle vise à améliorer la prise en charge des malades et à lutter contre les préjugés qui les entourent.

LES ACTIONS EN 2011

> Généraliser le traitement des malades

Un diagnostic néo-natal, l'administration précoce d'un traitement et le suivi régulier du patient permettent une réduction de 50 % de la mortalité. En 2011, la PAFOVED a réalisé près de 13 000 dépistages gratuits dans 30 hôpitaux et centres de santé partenaires. En août, le Ministère de la Santé a inscrit la drépanocytose dans les protocoles des centres de santé de 4 zones tests, ce qui permet de soigner plus de malades.

> Former les personnels de santé

La PAFOVED a organisé des formations auprès de 282 médecins, infirmières et techniciens de laboratoire. Une fois par semaine, ses équipes se rendent dans les établissements de santé pour accompagner les personnels soignants dans leur pratique.

> Sensibiliser la population

La PAFOVED lutte contre les préjugés attachés à la maladie. En 2011, elle a publié des articles sur le sujet, participé à 6 émissions de télévision, organisé des séances d'information dans les lycées et distribué des prospectus de sensibilisation.

> Donner un avenir professionnel aux drépanocytaires

Enfin, la PAFOVED et RDC Entreprises Développement proposent aux malades et à leur famille des formations entrepreneuriales. Ainsi, ils peuvent développer leur propre activité et améliorer leurs conditions de vie.

SECTEUR :
ACCÈS A L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Bénéficiaires en 2011 :
671 malades suivis, 12 687 enfants dépistés, 282 personnels hospitaliers formés, 4 173 lycéens et 12 687 femmes enceintes sensibilisées

Localisation :
Kinshasa, Lubumbashi et Bas Congo

Partenaire local :
CECFOR

Début du projet : *2006*

Budget 2010-2012 : 354 000 €
Dépenses réalisées : 70 %

QU'EST-CE QUE LA DRÉPANOCYTOSE ?

La drépanocytose est une maladie génétique du sang. Chez les malades, les globules rouges sont déformés et perdent leur capacité à circuler dans l'organisme. Ils se bloquent dans les vaisseaux et provoquent des crises douloureuses et une forte sensibilité aux infections.

Congo-Brazzaville

APPUI AUX STRUCTURES DE SANTÉ

A Pointe-Noire, au sud-ouest du Congo, les structures de santé manquent souvent de moyens et de personnels qualifiés pour assurer une prise en charge optimale des malades. En 2011, l'IECD et son partenaire technique, CECFOR, y ont mené 2 missions techniques pour évaluer l'opportunité d'un projet de soutien aux structures de santé. Le projet prévoit de former les personnels de santé des services pédiatriques, d'accompagner les établissements dans leur organisation et de sensibiliser la population.

SECTEUR :
ACCÈS A L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Début du projet : *mai 2011*

Budget 2011 : 36 000 €
Dépenses réalisées : 100 %

LA CELLULE POUR LA PROMOTION DES PRATIQUES D'HYGIÈNE (CEPPHY)

LE CONTEXTE

Le manque d'hygiène, cause de mortalité

Les maladies infectieuses sont l'une des premières causes de décès en République démocratique du Congo. Elles sont favorisées par le non-respect des règles élémentaires d'hygiène, comme le lavage des mains.

L'OBJECTIF DU PROJET

Promouvoir la santé préventive

En 2008, l'IECD et le CECFOR ont créé la Cellule pour la promotion des pratiques d'hygiène (CEPPHY) pour mener des actions de formation. L'objectif : faire prendre conscience des risques sanitaires liés au manque d'hygiène et promouvoir des mesures de santé préventive efficaces.

LES ACTIONS EN 2011

> Sensibiliser la population

En 2011, la CEPPHY s'est rendue dans 15 écoles primaires et secondaires, mais aussi sur les marchés et dans les quartiers. Elle a publié des tribunes et réalisé des spots pédagogiques sur le lavage des mains, l'hygiène alimentaire et la gestion des déchets domestiques. Ces spots ont été diffusés à la télévision.

> Renforcer l'hygiène hospitalière

La CEPPHY a formé 350 médecins, infirmières et techniciens de surface de 5 hôpitaux partenaires. Pour favoriser le partage de bonnes pratiques entre établissements, elle a aussi organisé 2 réunions avec les comités d'hygiène chargés d'assurer le respect des normes. Grâce au travail réalisé, on observe une diminution des infections nosocomiales.

> Former les personnels soignants de demain

Enfin, la CEPPHY a formé les professeurs de 11 écoles d'infirmières, pour qu'ils enseignent l'hygiène hospitalière à 1 200 étudiants. Cette matière est devenue obligatoire en octobre 2011. Grâce au plaidoyer de la CEPPHY, le Ministère de l'Enseignement Supérieur a en effet validé son intégration dans le cursus infirmier.

SECTEUR :
ACCÈS A L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

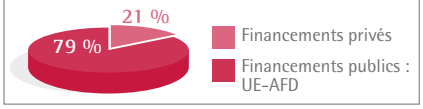
Bénéficiaires en 2011 :
350 personnels hospitaliers, 1 200 étudiants, 12 000 Congolais sensibilisés

Localisation :
Kinshasa, Bas Congo et Lubumbashi

Partenaire local :
CECFOR

Début du projet : *2008*

Budget 2008-2012 : 729 000 €
Dépenses réalisées : 91 %



République centrafricaine

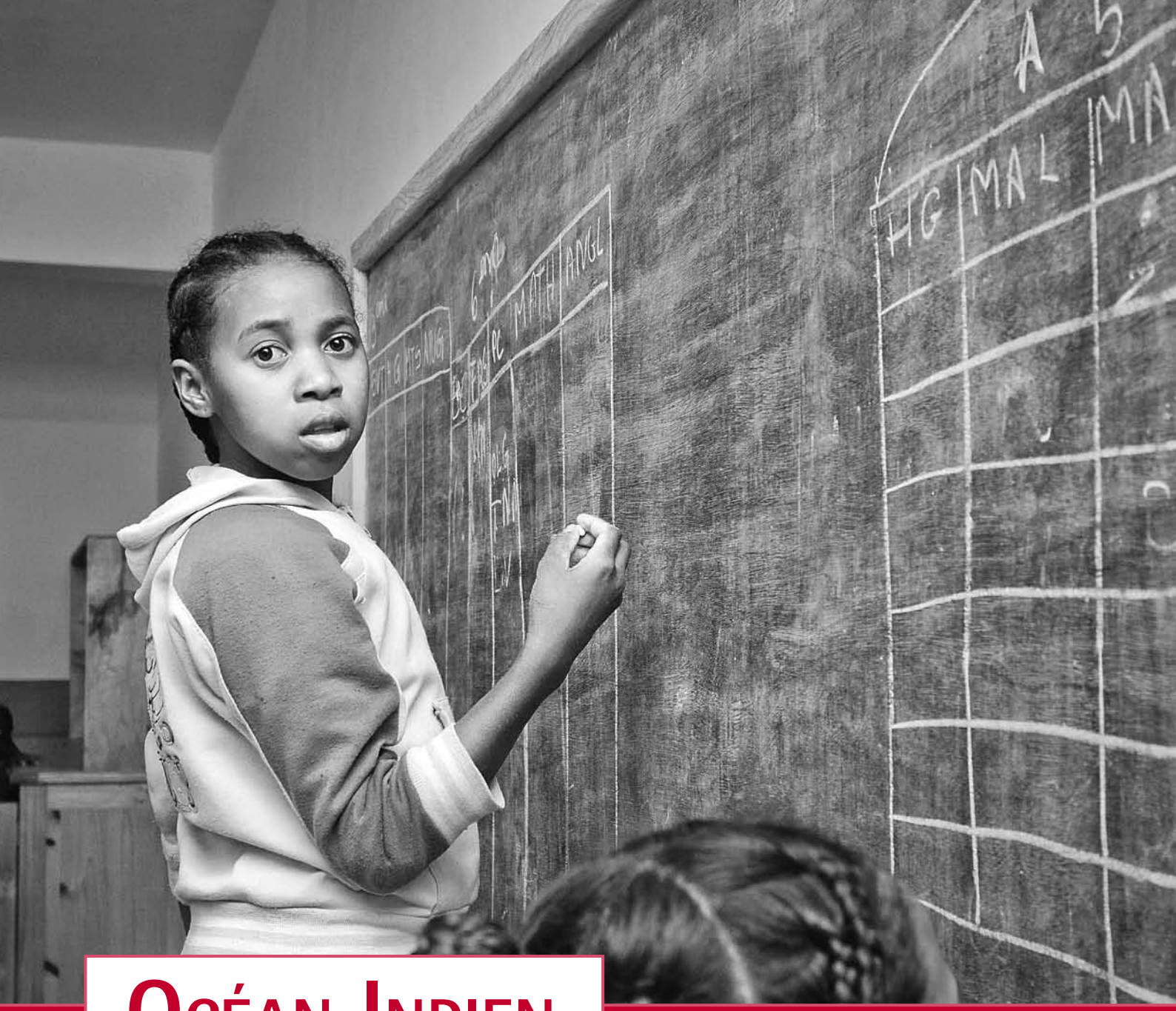
SECTEUR :
APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Début du projet : *2010*

Budget 2010-2012 : 40 000 €
Dépenses réalisées : 93 %

APPUI AUX PETITS PRODUCTEURS CENTRAFRICAINS

A Bakouma, une région située à l'est de Bangui, l'IECD et le Bureau de Développement local mènent un projet innovant de coopérative maraîchère. En 2011, 47 petits producteurs ont adhéré à la coopérative et ont été formés à l'entretien des pépinières et à l'usage raisonné de produits phytosanitaires. Les premières productions de tomates, d'oignons et de laitues ont été récoltées début 2011. Vendues sur le marché local, elles ont généré des compléments de revenus significatifs pour les membres de la coopérative.



Océan Indien

Fortement affecté par la crise économique mondiale, Madagascar doit faire face à des enjeux socio-économiques importants. Le taux de pauvreté augmente depuis 2008 et 77 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour. La situation est particulièrement difficile dans les campagnes, où l'accès à l'éducation et à la santé est limité. A cela s'ajoute le défi croissant de l'insertion des jeunes sur le marché du travail : 49 % des Malgaches ont moins de 15 ans. Depuis 1989, l'IECD a mis l'éducation et la formation au cœur de son action de développement pour donner aux plus jeunes les moyens de se construire une vie meilleure.

3 questions à

Setra Button

Setra Button est Responsable scolarité et qualité du CERES, le programme de renforcement éducatif et scolaire mis en œuvre par l'IECD à Madagascar. Elle est en charge de l'organisation de la formation des professeurs.

Pourquoi est-il important de former les professeurs des collèges ?

Tout simplement, parce que c'est un enjeu éducatif majeur. Dans les campagnes malgaches, le niveau des professeurs est souvent très faible, et cela impacte le niveau des élèves et leur accès aux études secondaires. Par ailleurs, il y a un effet démultiplicateur : en formant 140 enseignants en 2011, le CERES a touché indirectement près de 5 000 collégiens qui ont bénéficié d'un meilleur enseignement dans les principales matières académiques (malgache, français, mathématiques, physique-chimie, anglais).

Comment se déroulent les formations ?

Chaque année, nous organisons 4 formations de 3 jours. Dans un premier temps, nous travaillons sur le séquençage du programme scolaire. C'est essentiel pour bien préparer les cours. Il s'agit de définir les différentes séquences d'une matière et de déterminer le nombre de séances nécessaires à leur étude. Les autres sessions de formation sont dédiées à la préparation et à la simulation des cours. Pour les professeurs, c'est l'occasion d'approfondir certains points de programme, mais aussi de rénover leur manière d'enseigner. Comme les cours à Madagascar se font en français, nous insistons beaucoup sur l'importance d'utiliser des mots accessibles pour faciliter la compréhension par les élèves.

Qu'est-ce que ces formations apportent aux professeurs ?

Nous leur donnons des outils qui facilitent leur travail au quotidien. Comme en plus les formateurs du CERES se rendent dans les collèges et leur donnent des conseils personnalisés, ils se sentent épaulés dans leur pratique. D'ailleurs – ils nous le disent – leurs élèves assimilent mieux les notions. Ils le constatent lors des évaluations qui clôturent chaque séquence. Pour les professeurs, c'est une source de motivation importante !

2011 EN BREF

- Madagascar
- 5 projets actifs :
  - 2 projets en formation technique et professionnelle
  - 3 projets d'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé
- 1,6 millions d'euros de chiffre d'activité
- 5 partenaires locaux
- 7 collaborateurs

Madagascar

- Présent à Madagascar depuis 1989
- 5 projets
- 5 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 1 641 000 €

LES CENTRES DE RENFORCEMENT ÉDUCATIF ET SCOLAIRE (CERES)

SECTEUR :
ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Bénéficiaires en 2011 :
5 000 élèves, 140 enseignants, 43 éducateurs

Localisation :
Région rurale de Haute Matsiatra – Ville de Fianarantsoa

Partenaire local :
PROMES (Promotion économique et sociale)

Début du projet : *2006*

Budget 2010-2014 : 4 744 000 €
Dépenses réalisées : 53 %

LE CONTEXTE

Des élèves ruraux privés d'éducation secondaire

Dans les campagnes malgaches, seulement 1 % des collégiens issus des campagnes parviennent jusqu'au baccalauréat (contre 15 % en ville). Les causes en sont multiples : manque de moyens pédagogiques, explosion du nombre d'élèves, éloignement des centres de formation, conditions de vie très précaires.

L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser la scolarisation des jeunes ruraux

Depuis 2006, l'IECD et l'association malgache PROMES ont créé 6 centres de renforcement éducatif et scolaire (CERES) qui travaillent en partenariat avec 9 collèges de la périphérie rurale de Fianarantsoa. Ils accompagnent les élèves tout au long de leur scolarité et renforcent les capacités pédagogiques des établissements. En 2010, une Année Préparatoire a été ouverte pour préparer les collégiens les plus méritants au lycée.

LES ACTIONS EN 2011

> Faciliter l'accès au collège

En 2011, 3 nouvelles pépinières CERES ont été construites. Situées à proximité des collèges, elles contribuent à la scolarisation des élèves les plus modestes. Cette année, les pépinières ont hébergé 315 internes qui habitent à plusieurs heures de marche de l'école ; et 5 000 élèves ont bénéficié d'une cantine pendant les 3 mois de soudure.

> Renforcer le niveau des élèves

En 2011, 420 collégiens méritants et motivés ont été accompagnés dans leur scolarité. Ils ont notamment reçu, chaque semaine, 10 heures de soutien scolaire (malgache, français, sciences, culture générale). En moyenne, leurs notes sont de 45 % plus élevées à celles de leurs condisciples, et le taux de passage en classe supérieure est de 99 %.

> Préparer l'entrée au lycée

Le nouveau Campus CERES, inauguré en novembre, a accueilli une promotion de 54 élèves, sélectionnés sur leur mérite et leur motivation à préparer le concours d'entrée en seconde. De la promotion précédente, 38 élèves sur 40 ont été reçus dans les 3 meilleurs lycées de Fianarantsoa. Quant aux lycéens CERES entrés en seconde en 2010, 90 % sont passés en première. Ils ont bénéficié d'un suivi tout au long de l'année scolaire.

> Former des enseignants et des éducateurs performants

En 2011, les pépinières ont formé et accompagné 140 enseignants des collèges partenaires. Les 43 éducateurs CERES ont, quant à eux, reçu des formations pratiques (animation, relations avec les parents).

L'ANNÉE PRÉPARATOIRE DU CERES, UN PROJET PÉDAGOGIQUE INNOVANT

L'Année Préparatoire est destinée aux élèves formés dans les pépinières et qui ont obtenu le BEPC. Pendant un an, ils préparent leur intégration dans les meilleurs lycées de Fianarantsoa. Le projet pédagogique s'articule autour de 4 axes prioritaires.

> Améliorer le niveau linguistique

Les élèves CERES utilisent surtout une version dialectale du malgache, et leur niveau de français est souvent insuffisant. C'est un obstacle pour leur réussite scolaire, dans un pays où le français est la langue d'enseignement. Pendant l'Année Préparatoire, ils travaillent donc de manière intensive les langues : le français, mais aussi le malgache officiel.

> Renforcer les savoirs de base

Bien qu'ils soient tous passés par les pépinières, les élèves ont encore des lacunes importantes, et ils doivent les combler pour réussir au lycée. Sur chaque savoir de base (grammaire, nombres premiers), les professeurs les évaluent, non pour les sanctionner, mais pour identifier les lacunes de chacun et y remédier. C'est sur la base des compétences réelles ainsi évaluées que les professeurs élaborent leurs cours.

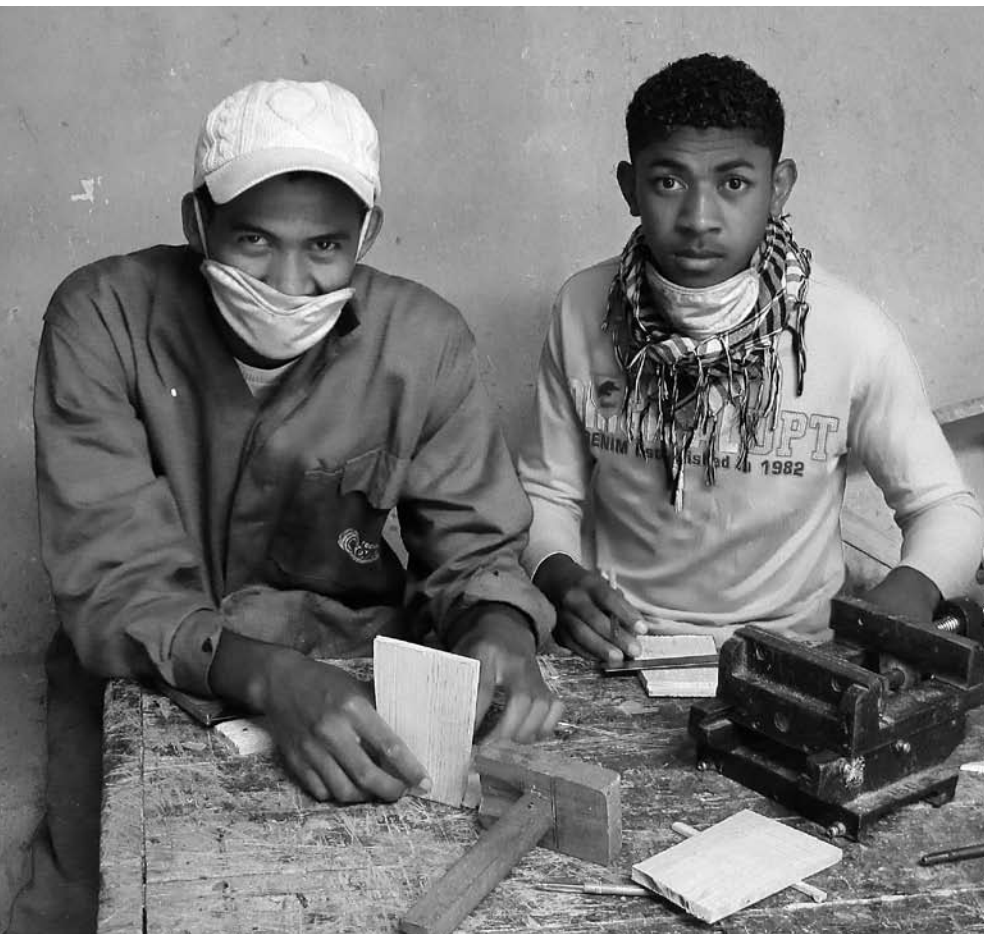
> S'ouvrir au monde

L'Année Préparatoire apporte aux élèves une ouverture sur le monde. Ils découvrent le milieu professionnel en faisant un stage d'observation en entreprise, et s'initient aussi à d'autres cultures en montant des pièces de théâtre.

> Devenir autonome

Une fois au lycée, les élèves devront être totalement autonomes dans l'apprentissage scolaire comme dans la vie quotidienne. Les 3 heures d'étude surveillée par jour leur donnent les outils et les méthodes pour pouvoir étudier par eux-mêmes. Des projets interdisciplinaires leur permettent de découvrir la ville et d'en comprendre les règles. Pour ces jeunes ruraux, qui viennent pour la première fois de leur vie à Fianarantsoa, c'est un enjeu important.

LA RÉINSERTION DES JEUNES ADULTES PAR LA FORMATION EN ARTISANAT



LE CONTEXTE

Des jeunes adultes sans avenir professionnel

Les jeunes sont nombreux à quitter les campagnes malgaches pour fuir la pauvreté et l'insécurité. Ils partent à Antananarivo dans l'espoir d'une vie meilleure. En ville, certains sombrent dans une situation encore plus précaire et grossissent le nombre de sans-abri de la capitale.

L'OBJECTIF DU PROJET

Ouvrir des débouchés aux jeunes sans-abri

En 2003, l'association malgache ASA, soutenue par l'IECD, a créé un centre de formation et de production en artisanat. Il vise à assurer la réinsertion sociale et professionnelle des jeunes adultes en très grande précarité.

LES ACTIONS EN 2011

> Poursuivre les formations en artisanat

En 2011, le centre de formation en artisanat a accueilli une septième promotion de 65 personnes. Pendant un an, ils ont été formés aux métiers de l'artisanat (travail du cuir et de la corne, vannerie, broderie, marqueterie, tissage, couture). Ils ont également été accompagnés par des assistantes sociales.

> Mettre l'insertion professionnelle au cœur de la formation

La formation met l'accent sur la pratique. Les élèves peuvent appliquer leurs connaissances dans les ateliers du centre de production. Grâce à cette professionnalisation, le taux de placement à l'issue de la formation est élevé : en décembre, 74 % des 70 stagiaires de la promotion 2011 avaient trouvé un emploi.

> Faire du centre de production le moteur de la pérennisation du centre

Le centre de production (CPA) a pour vocation à vendre les produits réalisés par les élèves et contribuer ainsi à financer la formation. En 2010, le CPA était déficitaire, si bien qu'en 2011, un travail important de restructuration a été mis en œuvre. Un nouveau Responsable qualité a été embauché, et une stratégie de prospection commerciale et de fidélisation des clients développée. Le chiffre d'affaires a augmenté de 67 % par rapport à 2010 : le CPA finance aujourd'hui 27 % des dépenses du centre de formation.

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

Bénéficiaires en 2011 :
65 jeunes adultes

Localisation :
Antananarivo

Partenaire local :
Accueil des Sans-Abri (ASA)

Début du projet : *2003*

Budget 2008-2012 : 329 000 €
Dépenses réalisées : 98 %

L'INSTITUT MALGACHE DE RECHERCHES APPLIQUÉES (IMRA)

Ce centre de recherche basé à Antananarivo conduit, depuis 50 ans, des travaux de recherche sur les plantes médicinales malgaches. Il développe des médicaments à partir de principes actifs d'origine naturelle et les met à la disposition de la population à des prix accessibles au plus grand nombre.

SECTEUR :
ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Début du projet : *1989*

Dépenses réalisées en 2011 : *15 000 €*

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE SPÉCIALISÉE DU VAKINANKARATRA (ESSVA)

LE CONTEXTE

Des jeunes Malgaches en quête de qualification professionnelle

A Antsirabe, la formation professionnelle est peu développée, et partir dans d'autres régions est souvent trop coûteux pour un grand nombre de familles. Cette situation contraint de nombreux jeunes de la région à arrêter leurs études dès la sortie du lycée.

L'OBJECTIF DU PROJET

Offrir des débouchés professionnels durables aux élèves de l'ESSVA

Créée en 1999 avec le soutien de la Fondation Avenir Madagascar, l'ESSVA forme, chaque année, 400 jeunes à des métiers porteurs d'emploi : la communication, l'écotourisme, l'électromécanique, la gestion, l'hôtellerie-restauration et l'éducation. Après avoir participé à la création de la filière d'hôtellerie-restauration, l'IECD travaille aujourd'hui sur les méthodes de gestion de l'école pour en assurer la pérennité.

LES ACTIONS EN 2011

> Assurer la transition vers le LMD

En 2011, l'ESSVA a adopté le système LMD (Licence Master Doctorat), préalable indispensable à la reconnaissance de ses diplômes par le Ministère de l'Education malgache. Pour adapter les formations de 3 ans à la licence, l'IECD a dépêché une spécialiste des questions d'éducation qui a mis à jour le contenu des cours.

> Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes

En 2011, l'accent a été mis sur les stages. L'IECD a travaillé au développement de partenariats entre l'école et les entreprises locales. Grâce à cette professionnalisation, 70 % des diplômés de la filière hôtellerie-restauration ont trouvé un travail.

> Améliorer la gestion RH et financière de l'école

En 2011, un expert de l'IECD a réalisé une mission de conseil auprès du Directeur administratif et financier de l'ESSVA. L'organigramme a été revu ; les fiches de poste formalisées ; et l'évaluation des enseignants instaurée. Sur le plan financier, la comptabilité analytique a été mise en place. Cet outil de gestion est essentiel, puisque l'école s'autofinance aujourd'hui à 80 % (frais de scolarité, recettes de l'hôtel-restaurant, bourses).

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

Bénéficiaires en 2011 :
400 élèves

Localisation :
Antsirabe

Partenaire local :
Ecole Supérieure Spécialisée du VAkinankaratra (ESSVA)

Début du projet : *2007*

Budget 2010-2012 : 73 000 €
Dépenses réalisées : 66 %

LE CENTRE MÉDICOCHIRURGICAL DE SAINT-DAMIEN

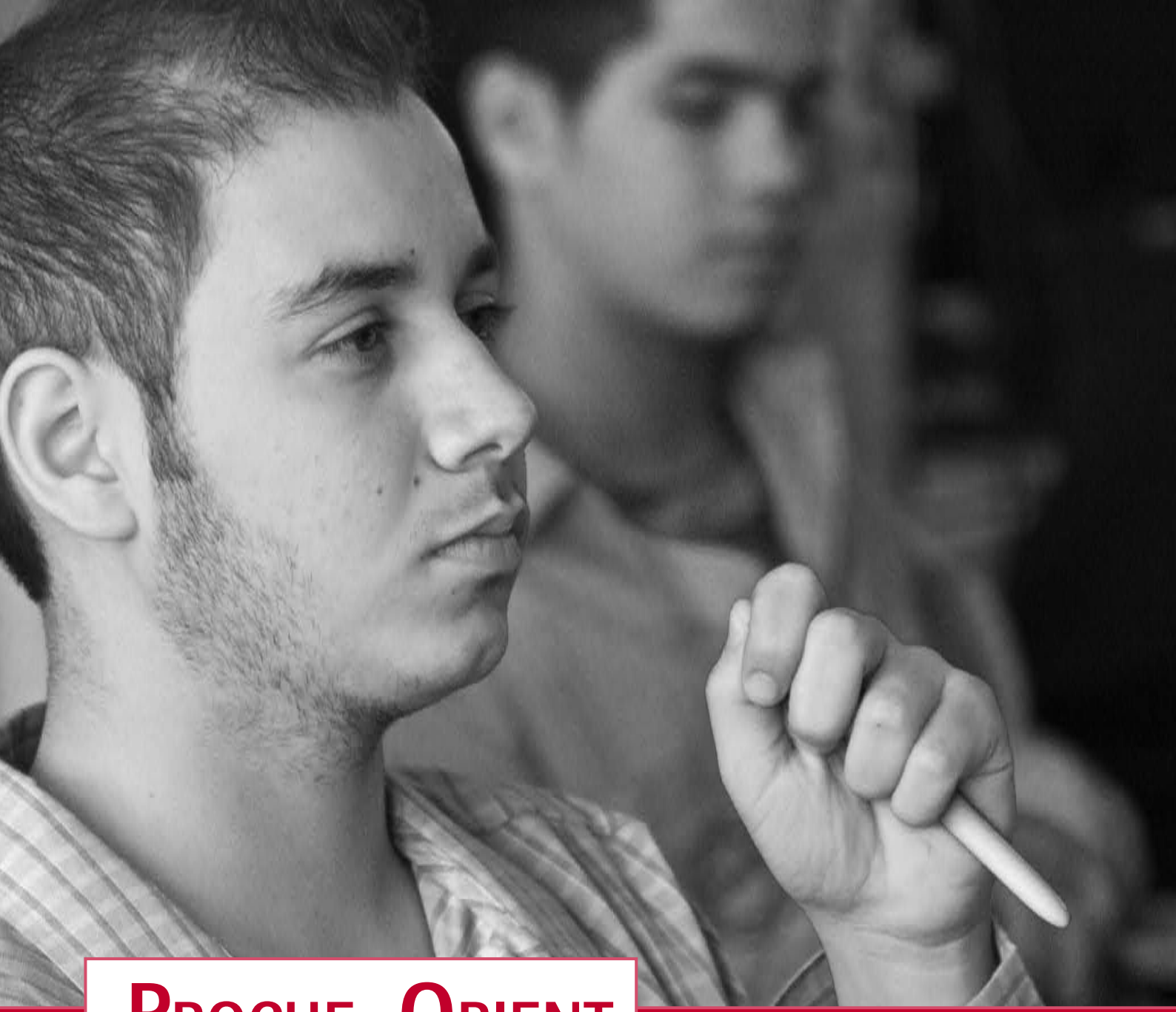
Dans la région d'Ambanja, le CMC de St Damien est le seul centre médical accessible qui offre des soins de qualité en médecine générale, chirurgie, stomatologie et ophtalmologie.

En 2011, de nouveaux outils comptables ont été mis en place, permettant la modernisation des procédures financières et une plus grande facilité à collecter et gérer des fonds.

SECTEUR :
ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Début du projet : *1987*

Dépenses réalisées en 2011 : *23 000 €*



Proche-Orient

Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, la population active croîtra très fortement dans les prochaines années. Elle devrait atteindre 185 millions de personnes en 2020. Entre 2000 et 2020, il faudra créer près de 100 millions d'emplois pour répondre au défi de la croissance économique. Au Proche-Orient, l'industrie, l'artisanat et le commerce sont les moteurs de la croissance et de la création d'emplois au niveau local. C'est pourquoi l'IECD travaille en priorité sur la formation professionnelle et l'appui aux petits entrepreneurs. En développant des formations qualifiantes et en soutenant le développement entrepreneurial, il vise à créer les conditions pour bâtir un avenir meilleur. L'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé est l'autre volet de l'action de l'IECD dans la région.

3 questions à

Alexis Béguin

Quelle est la place des partenariats dans la stratégie de l'IECD ?

Ils sont au cœur de notre action ! Sur le terrain, nous travaillons avec des structures locales, mais aussi avec des entreprises et les pouvoirs publics. Nous avons également des partenaires financiers. L'IECD est souvent un catalyseur entre tous ces acteurs, car nous construisons des dispositifs qui stimulent la coopération, notamment public-privé.

Qu'en est-il des entreprises ?

Elles sont des partenaires clés de notre action. Nous sommes convaincus qu'elles jouent un rôle moteur dans le développement économique local et que, sans engagement de leur part, aucun projet de formation professionnelle ne saurait être pérenne. De plus en plus, nous dépassons la logique de mécénat pour construire des partenariats structurants et durables. Le projet Graines d'Espérance au Liban est représentatif de cette démarche. Schneider Electric partageait notre réflexion sur l'insertion professionnelle des jeunes. Dès le départ, nous avons travaillé ensemble sur la conception d'un projet commun. Par la suite, Schneider Electric s'est impliqué dans les relations avec les autres entreprises partenaires, mais aussi avec les institutions publiques, comme l'AFD ou le Ministère de l'Éducation libanais. Pour nous, cette implication a été la clé du succès de ce projet qui s'est traduit par la création de filières de formation aux métiers de l'électrotechnique.

Quelle est votre conception de la relation partenariale ?

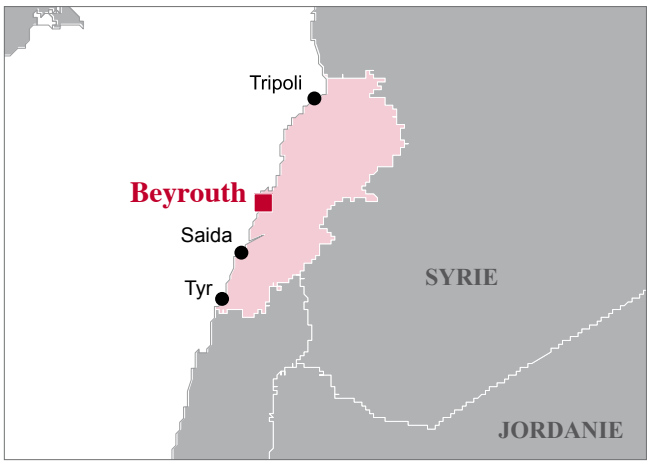
A l'IECD, nous cherchons avant tout à écouter et à comprendre les demandes et les besoins de nos partenaires sur le terrain. Sur cette base et grâce à notre connaissance précise des pays où nous intervenons, nos équipes élaborent des projets sur-mesure qui ont un impact durable sur les bénéficiaires. Notre rôle est de garantir à ceux qui nous font confiance que le projet est bien géré, qu'il est efficient et maîtrisé en termes de coût et de durée.

Alexis Béguin est Directeur exécutif adjoint de l'IECD.

2011 EN BREF

- Liban, Syrie, Kurdistan d'Irak, Territoires palestiniens
- 14 projets actifs :
  - 5 projets en formation technique et professionnelle
  - 7 projets d'appui aux petites entreprises
  - 2 projets d'accès des personnes vulnérables à l'éducation et la santé
- 2 millions d'euros de chiffre d'activité
- 33 partenaires locaux
- 55 collaborateurs

Liban



- Présent au Liban depuis 1989
- 6 projets
- 17 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 918 000 €

APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS DE TRIPOLI

LE CONTEXTE

Le dynamisme des petits entrepreneurs de Tripoli

Aujourd'hui, le dynamisme économique de Tripoli, deuxième ville du Liban, repose sur les petits entrepreneurs, artisans et commerçants. Mais leur manque de compétences en gestion tend à fragiliser leur activité.

L'OBJECTIF DU PROJET

Donner aux entrepreneurs les moyens de renforcer leur activité

En 2008, l'IECD a lancé un programme d'appui qui est destiné aux entrepreneurs de Tripoli. Il vise à les former et les accompagner dans le développement de leur activité. A terme, c'est l'amélioration des conditions de vie de leur famille et l'impact sur l'emploi qui sont visés.

LES ACTIONS EN 2011

> Former les entrepreneurs à la gestion

En 2011, 109 entrepreneurs ont suivi la formation initiale aux outils de gestion (journal comptable, calcul du prix de vente, trésorerie, épargne, investissements). Les formations sont organisées à Tripoli dans le Centre de Gestion et de Services (CGS), qui a été inauguré en 2010. Une unité mobile a également été créée pour permettre aux formateurs de se déplacer dans la périphérie rurale de la ville.

> Accompagner les entrepreneurs dans leur actiivté

En 2011, les 2 formateurs du CGS ont réalisé près de 700 visites sur le lieu de travail des personnes formées. Ils s'assurent ainsi de la bonne appropriation des outils. Grâce à ce suivi, 54 % des participants utilisent désormais au moins 3 outils de gestion ; et 48 % ouvrent un compte en banque pour épargner.

> Impulser une dynamique associative

Les entrepreneurs peuvent adhérer au CGS qui leur propose des services dédiés. En 2011, des soirées thématiques ont été organisées pour permettre aux abonnés d'échanger sur leurs bonnes pratiques.

SECTEUR :
APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Bénéficiaires en 2011 :
109 entrepreneurs, dont 50 % de femmes

Localisation :
Tripoli et Liban-Nord

Début du projet : *2008*

Budget 2009-2013 : 518 628 €
Dépenses réalisées : 36 %

QU'EST-CE QUE LE CENTRE DE GESTION ET DE SERVICES ?

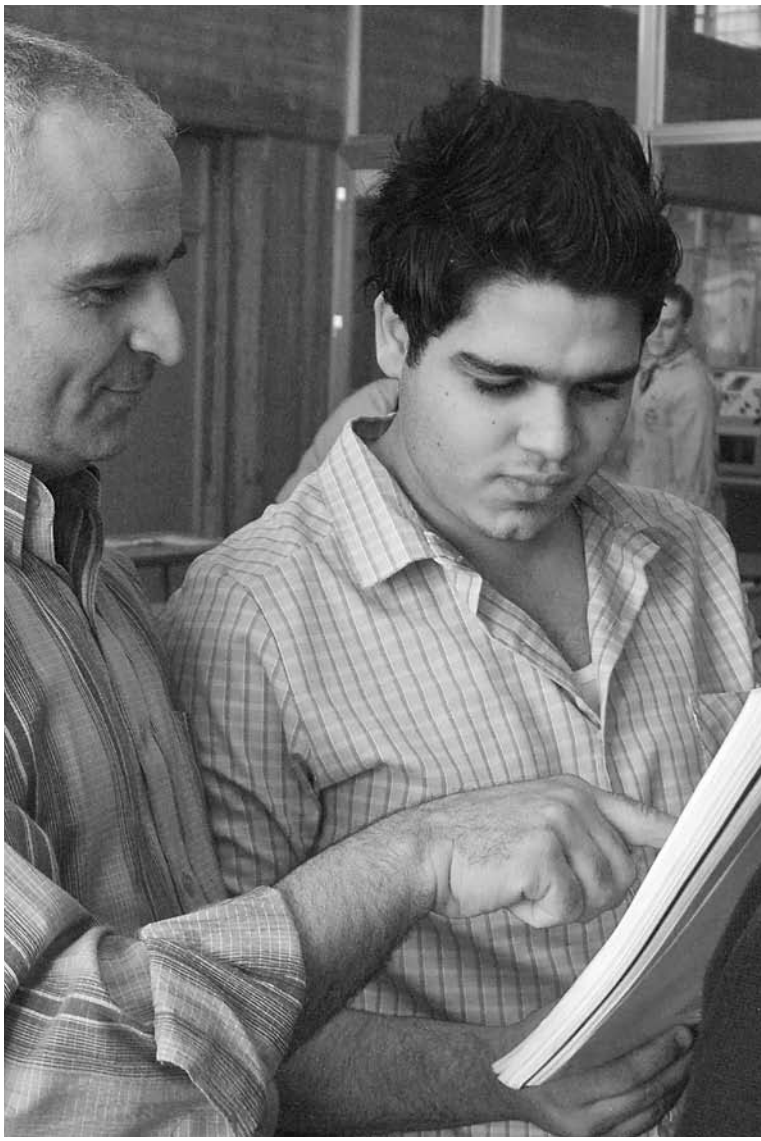
C'est un centre qui propose des services aux petits entrepreneurs diplômés de la formation de base en gestion. Ceux qui souhaitent approfondir leurs connaissances s'y abonnent : ils peuvent être suivis par un *coach*, assister à des formations spécialisées, participer à des soirées thématiques sur l'entreprise et avoir accès à des ressources informatiques et documentaires.

L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES PAR LA FORMATION AUX MÉTIERS DE L'ÉLECTROTECHNIQUE (GRAINES D'ESPÉRANCE)

LE CONTEXTE

Des formations peu adaptées

Au Liban, la formation technique est dépréciée. Pour beaucoup, c'est la voie réservée aux élèves en situation d'échec. Trop théoriques, ces formations ne répondent pas au défi de l'insertion professionnelle des jeunes. De leur côté, les entreprises peinent à trouver des techniciens qualifiés.



L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser l'insertion des jeunes sur le marché du travail

En 2007, en partenariat avec 4 écoles et avec le soutien du Ministère libanais de l'Education, l'IECD lance *Graines d'Espérance*, un projet de modernisation des filières des métiers de l'électrotechnique. Un nouveau référentiel a été élaboré pour mieux répondre aux besoins des entreprises. Le nouveau baccalauréat en électrotechnique a été accrédité en 2010.

LES ACTIONS EN 2011

> Former les élèves aux métiers de l'électrotechnique

En 2011, 796 jeunes ont bénéficié de la nouvelle formation. Grâce à une approche globale, les élèves sont formés aux savoir-faire requis par les entreprises. L'équipement des ateliers en matériel didactique permet la mise en situation réelle.

> Organiser la formation des professeurs

Le nouveau référentiel se fonde sur l'approche par compétences, qui met la pratique au cœur de l'enseignement. En 2011, 90 professeurs ont été formés à cette pédagogie par les inspecteurs du Ministère français de l'Education ; les formations techniques ont été dispensées par l'ISAE-Cnam Liban et l'Institut Pédagogique National pour l'Enseignement Technique (IPNET).

> Créer des liens entre les écoles et les entreprises

Dans le cadre du cursus, les élèves ont fait un stage en entreprise. Cette expérience leur a permis d'approfondir leur pratique et de mieux connaître les exigences du monde du travail.

> Valoriser l'enseignement technique au Liban

En 2011, *Graines d'Espérance* a mené des actions de sensibilisation ciblées auprès de 300 élèves afin de valoriser la filière technique et industrielle. Elles s'intensifieront en 2012.

> Encourager la coopération internationale

Des lycées techniques français sont associés à *Graines d'Espérance* pour favoriser l'échange de bonnes pratiques entre enseignants. En 2011, un 4e jumelage a été signé.

Ce projet a été développé avec Schneider Electric.

QUELS SONT LES MÉTIERS DE L'ÉLECTROTECHNIQUE ?

L'électrotechnique est le cœur de métier de nombreuses entreprises industrielles et tertiaires, et ses applications ne cessent de progresser. Electricité du bâtiment, électricité domestique et industrielle, montage de réseaux électriques, ascenseurs, maintenance, efficacité énergétique – tels sont quelques-uns des domaines auxquels prépare *Graines d'Espérance*.

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

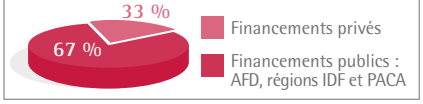
Bénéficiaires en 2011 :
796 élèves (1 690 depuis 2007), 90 professeurs

Localisation :
Beyrouth, Saida, Adma, Tyr, Aqqar, Mont-Liban, Tripoli

Partenaires locaux :
11 écoles publiques et privées

Début du projet : *2007*

Budget 2010-2013 : 1 044 000 €
Dépenses réalisées : 40 %



FORMATION PROFESSIONNELLE AUX MÉTIERS DU TOURISME

Depuis 2006, l'IECD et PRODES mènent un projet de formation pour les femmes de la région de Maad. En 2011, une deuxième promotion de jeunes filles a été formée aux métiers de l'hôtellerie-restauration. Un module d'entrepreneuriat a été intégré au cursus. En outre, plus de 1 000 femmes ont participé aux formations pratiques en tourisme. En 2011, l'IECD a réalisé 4 missions pédagogiques pour former les formateurs.

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

Partenaire local :
Promotion et Développement Social (PRODES)

Début du projet : *2006*

Dépenses réalisées en 2011 *: 100 000 €*

APPUI AUX PETITS PRODUCTEURS DU LIBAN-SUD

SECTEUR :
APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Bénéficiaires en 2011 :
90 petits producteurs

Localisation :
Cazas de Bint Jbeil, Marjayoun, Tyr, villages de Rmeich, Touline, Kabrikha, Aynata et Al Tyri

Partenaires locaux :
Association d'Aide au Développement Rural (ADR), Istituto per la Cooperazione Universitaria (ICU Liban)

Début du projet : *2010*

Budget 2010-2012 : 240 000 €
Dépenses réalisées : 64 %

LE CONTEXTE

Des producteurs en quête de revenus d'appoint

Au Liban-Sud, les petits agriculteurs se lancent dans la production de miel et d'herbes aromatiques pour accroître leurs revenus.

L'OBJECTIF DU PROJET

Renforcer les capacités des petits producteurs

Depuis 2010, l'IECD et ses partenaires interviennent dans la zone de déploiement du bataillon français de la FINUL. Ils forment les apiculteurs et producteurs d'herbes aromatiques pour leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie.

LES ACTIONS EN 2011

> Former les petits producteurs

En 2011, des formations sur les techniques apicoles, la culture d'origan et la gestion des coopératives ont été organisées. Elles ont permis aux 90 participants d'améliorer leurs méthodes de production, ce qui a contribué à l'augmentation de leurs revenus.

> Sensibiliser aux bonnes pratiques

La méconnaissance des bonnes pratiques limite la capacité de production et de commercialisation des producteurs. Aussi, 2 brochures sur l'origan et la veille sanitaire en apiculture ont été distribuées.

> Lutter contre le varroa

En 2010, des actions avaient été mises en œuvre pour lutter contre le varroa, un acarien parasite qui ravage les ruches. Au vu des résultats positifs, la sensibilisation s'est poursuivie auprès de 80 apiculteurs.

> Soutenir la production d'origan

En 2011, l'accompagnement des 5 parcelles créées en 2010 a continué ; et 5 sites ont été lancés. Du matériel d'irrigation a été distribué aux bénéficiaires.

ACCÈS À L'ÉDUCATION DES ENFANTS À BESOINS SPÉCIFIQUES

LE CONTEXTE

Des enfants à besoins éducatifs spécifiques

A Saida et dans sa région, près de 4 000 enfants sont atteints de troubles de l'apprentissage et du comportement, ainsi que de déficiences intellectuelles légères. Ils sont mal intégrés et ont du mal à suivre une scolarité régulière.

L'OBJECTIF DU PROJET

Valoriser le potentiel des enfants

Depuis 2007, l'IECD et le Foyer de la Providence s'associent pour offrir à ces enfants une éducation de qualité et les aider à se construire un avenir. En offrant aux plus fragiles un enseignement adapté, l'école spécialisée Mosaik les conduit vers l'autonomie. En sensibilisant les enseignants et les pouvoirs publics, le centre Trait d'Union contribue à une meilleure intégration scolaire des élèves aux troubles légers.

LES ACTIONS EN 2011

> Renforcer les capacités de l'école spécialisée Mosaik

En 2011, des bâtiments plus grands ont été inaugurés, et 14 éducateurs (psychologues, psychomotriciens, orthophonistes) ont été recrutés, ce qui a permis d'accueillir 25 élèves supplémentaires. Avec le reste de l'équipe, ils ont été formés par l'Institut National Supérieur du Handicap et de l'Enseignement Adapté (INS HEA).

> Placer l'enfant au cœur de la pédagogie

Les cours de l'école s'adaptent aux besoins spécifiques des 68 enfants. Avec 6 élèves par classe, les enseignants peuvent utiliser des outils pédagogiques qui favorisent l'éveil et l'apprentissage.

> Diagnostiquer et accompagner

En 2011, le centre Trait d'Union a accueilli 112 élèves en difficulté. Avec les familles, les thérapeutes et l'école, les éducateurs ont construit un projet d'orientation complet pour l'enfant.

> Mener des actions de sensibilisation dans les écoles

En 2011, Trait d'Union a travaillé avec 6 écoles régulières pour favoriser l'intégration de 13 enfants à besoins spécifiques, et 106 enseignants ont suivi des formations sur les troubles de l'apprentissage qui peuvent affecter certains de leurs 3 000 élèves.

SECTEUR : ACCÈS A L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

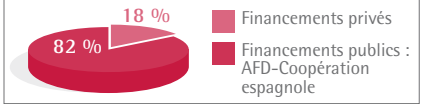
Bénéficiaires en 2011 :
68 enfants avec un handicap léger ; 112 enfants avec des troubles de l'apprentissage ; 32 éducateurs et rééducateurs ; 106 enseignants d'écoles régulières ; 80 familles

Localisation :
Saida et sa région

Partenaire local :
Foyer de la Providence

Début du projet : *2007*

Budget 2008-2012 : 990 000 €
Dépenses réalisées : 80 %



INSERTION SCOLAIRE DES ENFANTS ET DES JEUNES RÉFUGIÉS IRAKIENS

SECTEUR :
ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Bénéficiaires en 2011 :
130 enfants de 6 à 15 ans, 150 familles

Localisation :
Sed el Bouchrieh, Beyrouth

Partenaires locaux :
Institut Technique Franco-Libanais, Arcenciel

Début du projet : *2006*

Budget 2011 : 128 000 €
Dépenses réalisées : 100 %

LE CONTEXTE

Les difficultés des réfugiés irakiens au Liban

La guerre de 2003 a jeté sur les routes de l'exil plus de 2 millions d'Irakiens. Environ 3 000 familles se sont réfugiées à Sed el Bouchrieh, au nord-est de Beyrouth. Pour tous, la vie y est très difficile.

L'OBJECTIF DU PROJET

Donner aux plus jeunes les moyens de construire un avenir meilleur

Depuis 2006, le centre Janah lutte contre l'échec scolaire des jeunes réfugiés irakiens et les accompagne pour qu'ils soient mieux intégrés. Traumatisés par la guerre, devant s'adapter à un nouveau système, ils sont souvent déclassés de plusieurs niveaux. La moitié d'entre eux arrêtent l'école et travaillent pour aider leurs parents.

LES ACTIONS EN 2011

> Améliorer le niveau scolaire

En 2011, le centre Janah a accueilli 130 enfants, dont 58 filles ; 95 % sont passés en classe supérieure. Tous les jours, les 8 enseignants leur donnent des cours de remise à niveau académique. Ils mettent l'accent sur l'anglais qui est l'une des langues de scolarisation au Liban.

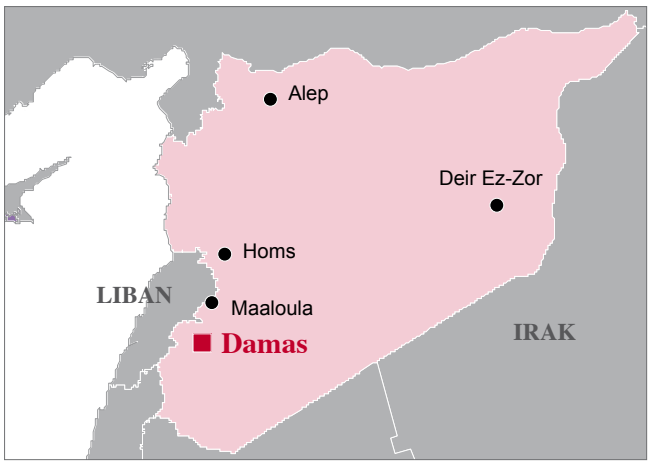
> Favoriser le développement personnel des enfants

Chaque vendredi, des activités ludiques et psychosociales sont organisées pour que les enfants expriment leurs émotions, canalisent leur agressivité et reprennent confiance en eux. Ceux qui sont traumatisés ou ont des troubles spécifiques sont pris en charge par une psychologue.

> Remobiliser les parents dans leur rôle d'éducateurs

En 2011, 150 familles ont été suivies par une assistante sociale qui les sensibilise aux dangers de la déscolarisation. Les adultes participent aussi à des groupes de parole sur leur vie quotidienne.

Syrie



- Présent en Syrie depuis 2000
- 6 projets
- 13 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 758 000 €

FORMATION DES JEUNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

LE CONTEXTE

Des jeunes en situation de vulnérabilité

Dans les faubourgs défavorisés de Damas vivent, parmi les Syriens, des populations réfugiées venant d'autres pays de la région. On estime que, depuis 2003, 200 000 Irakiens s'y sont installés après avoir fui leur pays. Les plus jeunes sont les premières victimes de cette situation. Le plus souvent, ils doivent quitter l'école pour aider leur famille.

L'OBJECTIF DU PROJET

Encourager les jeunes déscolarisés de Damas à se construire un avenir

En 2008, l'IECD a ouvert, à Jaramana, dans la banlieue de Damas, un centre de formation professionnelle. Ce centre accueille des jeunes déscolarisés, réfugiés ou syriens. En suivant des formations pratiques, ces jeunes acquièrent des qualifications qui leur permettent de préparer l'avenir.

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

Bénéficiaires en 2011 :
479 jeunes, 20 formateurs

Localisation :
Jaramana

Partenaire local :
Croissant Rouge Arabe Syrien

Début du projet : *2008*

Budget 2008-2011 : 520 000 €
Dépenses réalisées : 100 %

LES ACTIONS EN 2011

> Former des jeunes de 14 à 25 ans

En 2011, le centre de Jaramana a formé 479 jeunes aux métiers du secrétariat et de l'électricité. Ils ont aussi pu y développer des compétences en informatique et en anglais. Chaque formation est organisée en modules thématiques qui durent entre 2 et 6 mois.

> Mettre la pratique au cœur de la formation

En 2011, 9 formateurs ont été formés par les experts de l'IECD à l'approche par compétences, qui favorise l'apprentissage en conditions réelles. Les stages et les cas pratiques fondent la démarche pédagogique.

> Favoriser le développement de la personne

Des sessions de développement personnel ont été organisées. Un atelier a été consacré à la communication interpersonnelle, la résolution des conflits et l'estime de soi. Un autre a favorisé le travail en équipe grâce à des projets collectifs. En 2011, des activités ont été organisées par l'équipe de football, le club d'échecs, la chorale et le ciné-club tenus par les élèves du centre.

> Accroître les capacités d'accueil

De nouveaux locaux plus spacieux ont été inaugurés en 2011. Désormais, il y a 2 classes d'anglais, et 20 personnes peuvent participer aux séances d'informatique, très prisées par les élèves.

FORMATION DES JEUNES DÉSCOLARISÉS

A Shabaa, en banlieue de Damas, un second centre de formation est en cours de construction. Il sera ouvert en 2012 et proposera aux jeunes déscolarisés des formations aux métiers de l'électricité industrielle, de l'hôtellerie, du tourisme et de l'aide à domicile pour les personnes âgées ou malades. En 2011, les référentiels de formation ont été finalisés.

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

Partenaire local :
Croissant Rouge Arabe Syrien

Dépenses en 2011 : *181 000 €*

Financements publics : *100 % (UNHCR)*

APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS DE DEIR EZ-ZOR

SECTEUR :
APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

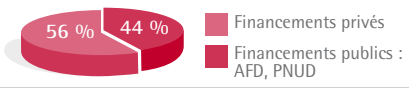
Bénéficiaires en 2011 :
169 artisans et commerçants

Localisation :
Deir Ez-Zor

Partenaire local :
Business Innovation Development Centre (BIDC)

Début du projet : *2009*

Budget 2009-2013 : 499 183 €
Dépenses réalisées : 50 %



LE CONTEXTE

Des petites entreprises fragiles

A Deir Ez-Zor, à l'est de la Syrie, l'activité économique est dominée à 80 % par les petites entreprises. Mais leur croissance est souvent freinée par une faible maîtrise des outils de gestion.

L'OBJECTIF DU PROJET

Donner aux petits entrepreneurs les moyens de leur développement

En 2009, l'IECD et le *Business Innovation Development Centre* ont créé à Deir Ez-Zor un Centre de Gestion et de Services pour soutenir les artisans et commerçants de la région. Le centre leur propose des formations et un accompagnement pour leur permettre de structurer leur activité et d'améliorer leurs conditions de vie.

LES ACTIONS EN 2011

> Former les petits entrepreneurs, artisans et commerçants

En 2011, 169 entrepreneurs ont participé aux formations en gestion de base. Ils ont été formés à la tenue systématique d'un journal comptable, aux relations clientèle ou encore à la gestion de la trésorerie et de l'épargne. Les sessions ont eu lieu à Deir Ez-Zor, mais aussi dans la périphérie rurale de la ville grâce à l'antenne mobile du centre.

> Assurer un suivi concret

Pendant et après la formation, le formateur se rend sur le lieu de travail des entrepreneurs. Il s'assure de la bonne adaptation des outils au contexte professionnel. En 2011, 1 056 visites ont été réalisées.

> Accompagner les entrepreneurs dans la durée

Les petits entrepreneurs peuvent adhérer au Centre de Gestion et de Services et avoir accès à différents services : formations spécialisées, *coaching*, soirées thématiques et ressources documentaires et informatiques. En 2011, ils ont pu disposer d'une nouvelle application informatique de comptabilité adaptée à leurs besoins.

> Améliorer les conditions de vie des entrepreneurs

En 2011, 74 % des participants ont créé des emplois ; et 32 % ont épargné de l'argent, contre 2 % auparavant. Le nombre d'entreprises officiellement enregistrées et en règle avec le paiement des taxes a augmenté respectivement de 18 et 6 points, facilitant ainsi leur accès au crédit.

Ce projet est mené avec le soutien de Total E&P Syrie.

APPUI AU DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Depuis 2009, l'IECD et l'association des Amis de Maaloula se sont associés pour soutenir le développement de ce village historique et de sa région. De janvier à mars 2011, ils ont formé 30 habitants à l'écotourisme, créé des activités touristiques génératrices de revenus (chambres d'hôte, randonnées) et initié une dynamique de développement local basée sur le tourisme, en partenariat avec l'Office de tourisme *La Provence Verte*, et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

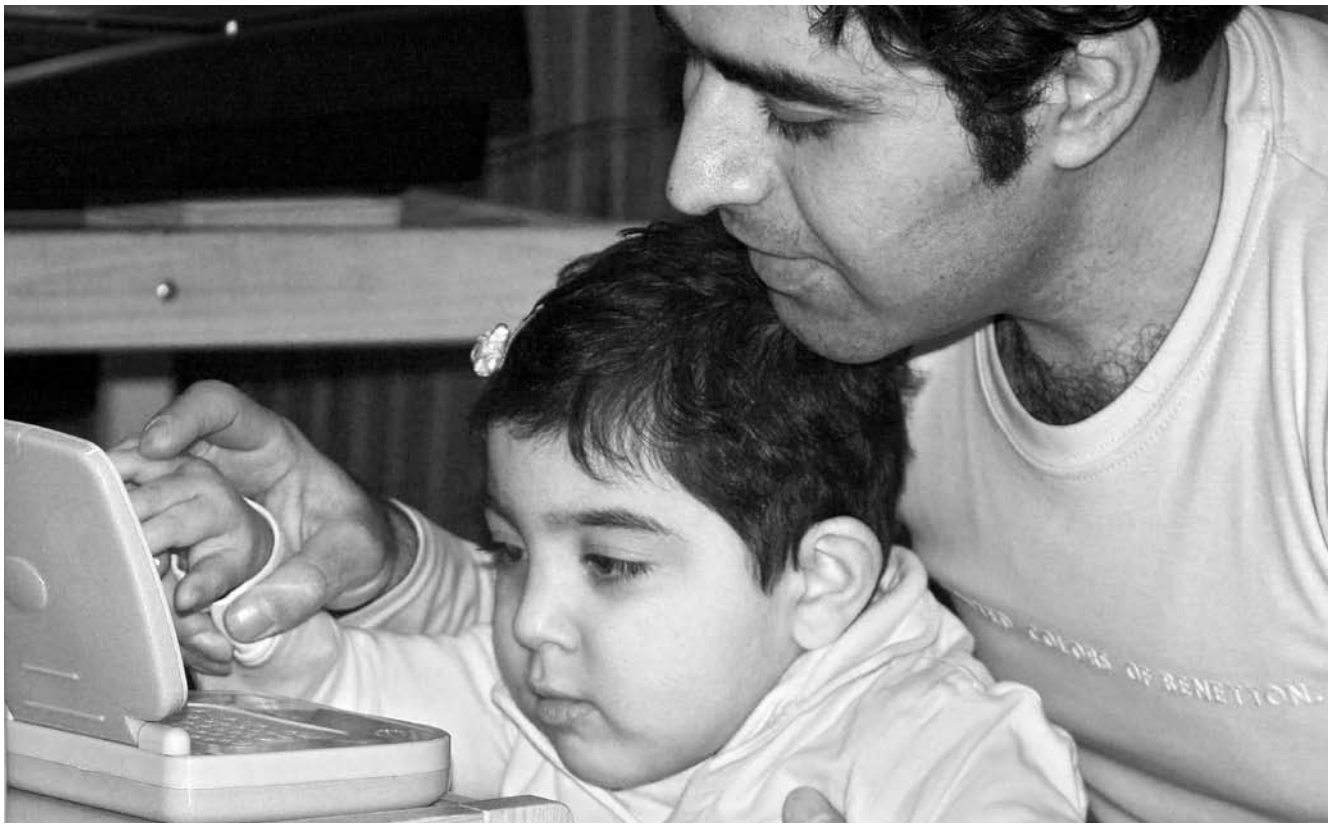
SECTEUR :
APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Début du projet : *2009*

Dépenses réalisées en 2011 : *38 000 €*

Financements privés : *79 %*
Financements publics : *21 % (UE)*

FORMATION DES PROFESSIONNELS DU HANDICAP ET APPUI AUX CENTRES DE PRISE EN CHARGE



SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

Bénéficiaires en 2011 :
50 associations locales, 100 professionnels formés, 1 900 enfants suivis

Localisation :
Homs, Alep et Damas

Partenaires locaux :
Boustan al Diwan, Al Angile li Riayat al Mussinin, Al Ard, Al Wourud al Saghira

Début du projet : *2009*

Budget 2009-2013 : 945 000 €
Dépenses réalisées : 49 %

Ce projet est mené en partenariat avec la Fondation Drosos.

LE CONTEXTE

Une prise en charge encore insatisfaisante des personnes handicapées

En Syrie, il y aurait plus de 500 000 personnes en situation de handicap. Cependant, peu d'informations sont disponibles sur le handicap, et la prise en charge est souvent insuffisante, voire inexistante.

L'OBJECTIF DU PROJET

Améliorer la prise en charge des personnes en situation de handicap

Depuis 2009, l'IECD et 4 associations syriennes travaillent à l'amélioration de la prise en charge d'enfants et adolescents qui souffrent d'infirmité motrice cérébrale, de déficience intellectuelle ou d'autres formes de handicap.

LES ACTIONS EN 2011

> Former les professionnels du handicap

En 2011, des formations en kinésithérapie, ergothérapie et éducation spécialisée ont été organisées à Homs, Alep et Damas. Elles sont ouvertes aux associations locales qui traitent du handicap. En 2011, 100 professionnels y ont participé. Ces formations se déroulent en 2 temps : une partie théorique et un accompagnement dans la pratique par les formateurs de l'IECD.

> Encourager la coopération régionale du handicap

Fin 2011, 8 kinésithérapeutes et éducateurs syriens ont fait un stage d'observation dans des structures libanaises, à la pointe de la prise en charge du handicap. Pour les professionnels syriens, ce stage était l'occasion de se former aux bonnes pratiques.

> Favoriser la pérennisation des bonnes pratiques

La création d'une plateforme durable de professionnels du handicap a été initiée. Cette plateforme poursuivra le travail entamé : un vivier de formateurs a commencé à être constitué en 2011. Ils seront accompagnés par des structures libanaises spécialisées, avec lesquelles la coopération a été renforcée cette année.

FORMATION CONTINUE DES PERSONNELS INFIRMIERS

LE CONTEXTE

Une demande de soins qui augmente

Sous l'effet de l'exode rural, de la croissance démographique et de l'afflux de réfugiés irakiens, la demande en soins a fortement augmenté à Damas. Mal formés, les personnels hospitaliers peinent à gérer la situation, ce qui nuit à la prise en charge des patients.

L'OBJECTIF DU PROJET

Donner aux personnels infirmiers les moyens d'améliorer la qualité des soins

Depuis 2008, l'IECD mène un projet de formation dans 5 hôpitaux pour renforcer les compétences des personnels infirmiers, les accompagner dans leur pratique et améliorer la qualité des soins. Des structures hospitalières de référence, comme la Clinique du Levant à Beyrouth et l'Hôpital Sainte Anne à Paris, ont participé au projet.

LES ACTIONS EN 2011

> Former les personnels infirmiers sur leur lieu de travail

En 2011, 350 personnes ont été formées aux bonnes pratiques hospitalières (hygiène, relations avec les patients, protocoles thérapeutiques).

> Pérenniser la démarche de formation

9 cadres infirmières ont été formées aux méthodes pédagogiques. Elles ont aussi fait des stages courts à la Clinique du Levant à Beyrouth. A la suite de cette formation, elles ont créé des cellules dédiées à la formation continue dans les hôpitaux publics de Daraya et des Maladies du Rein.

> Former les formateurs

En 2011, l'IECD, en partenariat avec le Ministère de la Santé, a lancé un programme pour améliorer la formation en soins infirmiers. Il est destiné aux enseignants des écoles d'infirmières, mais aussi aux formateurs qui seront chargés d'assurer la formation continue dans les hôpitaux publics.

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

Bénéficiaires en 2011 :
350 infirmières, 18 formateurs

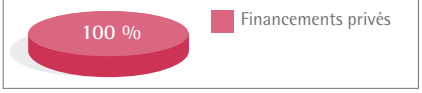
Localisation :
Damas et sa périphérie

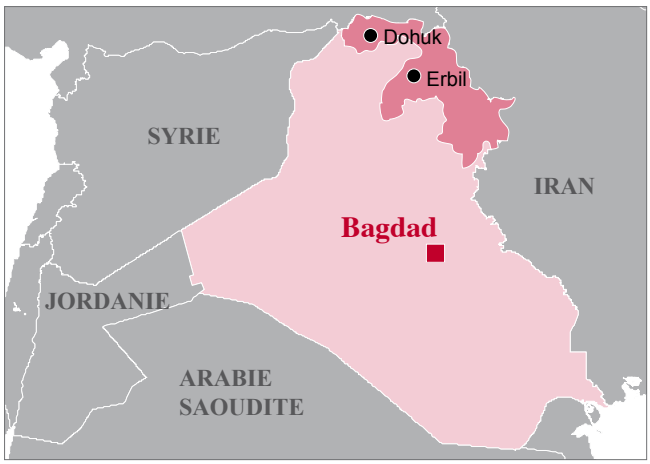
Partenaires locaux privés :
Hôpital Saint-Louis, Hôpital italien, Hôpital Hicham Sinan

Partenaires locaux publics :
Ministère de la Santé, Hôpital national de Daraya, Hôpital des Maladies du Rein

Début du projet : *2008*

Budget 2010-2014 : 370 000 €
Dépenses réalisées : 44 %

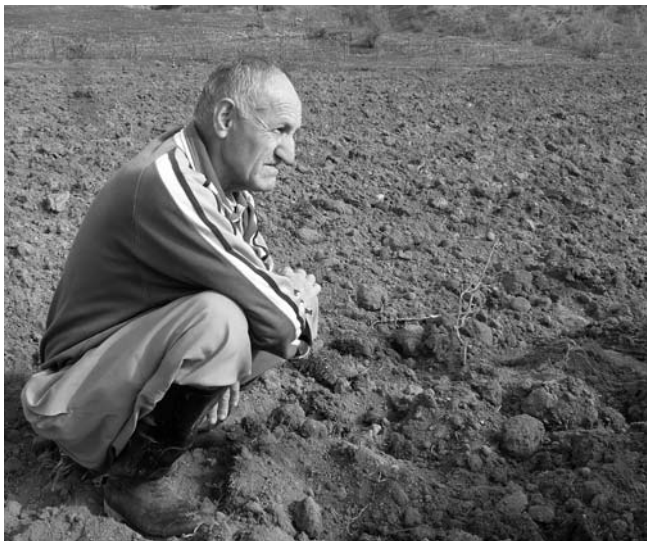




Kurdistan d'Irak

- Présent au Kurdistan d'Irak depuis 2009
- 1 projet
- 1 partenaire local
- Chiffre d'activité : 155 000 €

APPUI AU DÉVELOPPEMENT RURAL



LE CONTEXTE

Une région au potentiel agricole

Jadis grenier de l'Irak, le Kurdistan a vu son secteur agricole déstructuré depuis les années 1960. L'agriculture locale peine à faire face à la concurrence des produits importés, alors que la région doit gérer depuis 2003 un afflux de déplacés fuyant la violence du sud. L'intégration de ces urbains a été difficile, et beaucoup vivent dans la précarité.

L'OBJECTIF DU PROJET

Soutenir le développement rural

Depuis 2008, l'IECD et le Lycée international de Dohuk mènent un projet de développement rural dans le nord du Kurdistan. L'objectif : renforcer les filières de production arboricole et maraîchère pour donner aux déplacés comme aux populations sédentaires les moyens d'améliorer leurs conditions de vie.

SECTEUR : APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

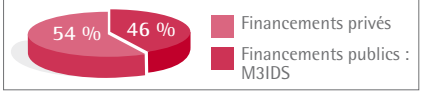
Bénéficiaires en 2011 :
132 familles sédentaires et déplacées

Localisation :
15 villages de la région de Dohuk

Partenaire local :
Lycée international de Dohuk

Début du projet : *2008*

Budget 2008-2014 : 1 300 000 €
Dépenses réalisées : 55 %



LES ACTIONS EN 2011

> Soutenir la structuration de la filière arboricole

En 2011, 50 arboriculteurs ont été formés et accompagnés. Ils ont travaillé à l'amélioration de la qualité de la production fruitière (pommes, fruits à noyaux, grenades, raisins). Par exemple, 29 tonnes de pommes ont pu être commercialisées sur le marché local cette année.

> Améliorer les cultures maraîchères

Les maraîchers locaux ont bénéficié de conseils techniques, de matériel végétal et de prestations de service agricole. Ainsi, 25 agriculteurs ont été formés à l'irrigation localisée pour mieux gérer les ressources en eau. Cette technique a été appliquée aux cultures d'hiver et de printemps (ail, oignon) et d'été (tomates, aubergines, melons, concombres). Des cultures expérimentales sous serre et de fraises ont également été menées chez certains bénéficiaires.

> Développer les jardins familiaux

En 2011, 53 familles ont été formées au jardinage et ont pu créer leur propre potager. Elles ont augmenté leur consommation de fruits et légumes et réalisé des économies de près de 250 000 dinars (pour comparaison, le salaire mensuel d'un jeune enseignant est d'environ 350 000 dinars).

> Favoriser la logique coopérative

En 2011, les agriculteurs qui le souhaitaient ont pu louer à prix coûtants des tracteurs et des outils agricoles, ce qui a permis de développer la mécanisation.

Territoires palestiniens

- Présent dans les Territoires palestiniens depuis 2007
- 2 projets
- 2 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 205 000 €

LA COOPÉRATIVE DES FEMMES D'AL AIZARIEH

LE CONTEXTE

Une situation économique difficile

A Al Aizarieh, une ville proche de Jérusalem, le commerce a périclité depuis la construction du mur de séparation en 2004. Aujourd'hui, le chômage touche près de 60 % de la population active, et les femmes en sont les premières victimes.

L'OBJECTIF DU PROJET

Accompagner la création d'une activité économique pérenne

En 2010, l'IECD a créé à Al Aizarieh une coopérative spécialisée dans la couture et la fabrication de produits alimentaires. L'objectif : améliorer les conditions de vie des femmes, en les accompagnant dans le développement d'une activité viable et durable.

LES ACTIONS EN 2011

> Valoriser l'artisanat traditionnel

La coopérative produit du linge de maison, des articles de broderie et des uniformes professionnels. Elle fabrique aussi des produits alimentaires naturels (confitures, labaneh, zaatar) selon des recettes traditionnelles.

> Accroître les revenus des femmes

La coopérative travaille avec plus de 40 clients. Les articles textiles sont vendus aux hôtels, restaurants, hôpitaux et entreprises de la région, mais aussi dans les foires et les salons ; les produits alimentaires sont commercialisés essentiellement sur le marché local. En 2011, le chiffre d'affaires était de 25 000 euros, ce qui a permis aux femmes d'améliorer les conditions de vie de leur famille.

> Renforcer les compétences des membres

La coopérative est entièrement gérée par ses membres. En 2011, des formations entrepreneuriales (gouvernance, comptabilité, marketing) ont été organisées.

> Dynamiser l'économie locale

La coopérative travaille avec plusieurs fournisseurs locaux. Pour ceux qui souhaitent créer leur activité, elle organise des formations et met à disposition des locaux et du matériel.

SECTEUR : APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

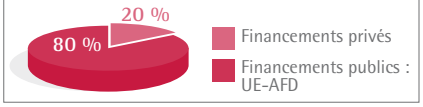
Bénéficiaires en 2011 :
20 femmes membres de la coopérative, 150 bénéficiaires indirects

Localisation :
Al Aizarieh, faubourg de Jérusalem

Partenaire local :
Coopérative de développement rural d'Al Aizarieh

Début du projet : *2009*

Budget 2009-2012 : 370 000 €
Dépenses réalisées : 70 %



APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS D'AL AIZARIEH

SECTEUR :
APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

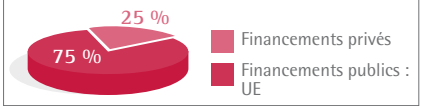
Bénéficiaires en 2011 :
15 petits entrepreneurs, artisans et commerçants

Localisation :
Al Aizarieh, faubourg de Jérusalem

Partenaire local :
Municipalité d'Al Aizarieh

Début du projet : *2011*

Budget 2011-2012 : 180 000 €
Dépenses réalisées : 31 %



LE CONTEXTE

Des petites entreprises dynamiques

Dans les Territoires palestiniens, les entreprises informelles jouent un rôle moteur en matière de création d'emplois. Mais leurs fondateurs manquent souvent de compétences en gestion, ce qui freine leur capacité de développement.

L'OBJECTIF DU PROJET

Donner aux petits entrepreneurs les outils pour pérenniser leur activité

C'est pourquoi, en 2011, l'IECD a lancé un projet de formation et d'accompagnement qui est destiné aux petits entrepreneurs, artisans et commerçants d'Al Aizarieh. L'objectif est de leur donner des outils pratiques pour qu'ils développent leur activité et améliorent leurs conditions de vie et celles de leurs employés.

LES ACTIONS EN 2011

> Former les entrepreneurs

Après une phase d'étude des besoins, puis de communication auprès des entrepreneurs d'Al Aizarieh, le projet a été lancé au deuxième semestre 2011. Le Centre de Gestion et de Services a ouvert ses portes en septembre, et 15 entrepreneurs ont participé à la première session de formation. Ils ont été formés aux outils de gestion de base (journal comptable, calcul du prix de vente, trésorerie, épargne, fiscalité, relations clientèle).

> Accompagner les entrepreneurs au quotidien

En 2011, 75 visites de suivi ont été réalisées par le formateur du centre. Pendant un an, il se rendra régulièrement sur le lieu de travail des personnes formées pour s'assurer de la bonne utilisation des outils.

Asie du Sud-Est

Depuis près de 10 ans, l'Asie du Sud-Est est l'une des régions les plus dynamiques du monde. Cette croissance économique va de pair avec un fort exode rural et des écarts de revenus qui augmentent au sein des populations. Les plus jeunes tendent à quitter les campagnes pour se rendre en ville dans l'espoir de trouver un travail plus rémunérateur. Souvent, ils ne sont pas suffisamment formés pour s'insérer sur le marché du travail, et ils ne trouvent que des emplois précaires dans le secteur informel. En Thaïlande et au Vietnam, l'IECD a fait de la formation technique et professionnelle l'axe majeur de son intervention en Asie du Sud-Est.

3 questions à

Hoang Thi Hau

Hoang Thi Hau est une étudiante en première année du centre de formation aux métiers de l'informatique, créé au Vietnam en partenariat avec Passerelles Numériques et East Meets West. Hoang Thi Hau est âgée de 19 ans, et vient d'une petite ville de la province de Quand Nam, à 50 kilomètres de Da Nang.

Pourquoi avez-vous souhaité participer au programme de formation aux métiers de l'informatique ?

Je viens d'une famille modeste : mon père est agriculteur, et ma mère vend les produits sur le marché. J'ai entendu parler du programme lors d'une session d'information organisée dans mon lycée. Quand j'ai appris que j'étais acceptée, j'étais tellement contente ! Pour moi, c'est une vraie chance. Mes parents n'ont pas les moyens de payer mes études. Au Vietnam, c'est souvent très cher d'aller à l'université : il faut payer les frais d'inscription, mais aussi le logement en ville. Si je n'avais pas été admise, j'aurais dû travailler pour gagner de l'argent.

Comment se passe la formation ?

Je suis ravie ! C'est évidemment beaucoup de travail : on a 8 heures de cours par jour. Mais je suis très motivée, car j'apprends beaucoup de choses en informatique. En plus, j'aime beaucoup mes professeurs. Ils sont concrets et nous font faire des exercices pratiques pour nous aider à assimiler les différentes notions. Ils prennent aussi le temps de nous expliquer quand on ne comprend pas un point. En général, à l'université, il y a 90 élèves par classe. C'est difficile d'étudier dans ces conditions. Nous, on est 30, si bien que les professeurs peuvent nous suivre de très près.

Quels sont vos projets professionnels ?

J'ai décidé de me spécialiser en programmation. L'année prochaine, je ferai un stage de 2 mois. J'espère que je pourrai trouver un stage de développement informatique dans une grande entreprise de Da Nang ! A mon avis, ce stage va m'aider à trouver du travail parce que j'aurai une vraie expérience professionnelle. Pour moi, c'est important de gagner de l'argent, car cela me permettra d'aider mon frère et ma sœur à aller à l'université.

2011 EN BREF

- Thaïlande, Vietnam
- 3 projets actifs :
  - 3 projets en formation technique et professionnelle
- 523 000 euros de chiffre d'activité
- 4 partenaires locaux
- 3 collaborateurs

Thaïlande

- Présent en Thaïlande depuis 2004
- 2 projets
- 1 partenaire local
- Chiffre d'activité : 304 000 €

ÉCOLE HÔTELIÈRE ET FORMATIONS PRATIQUES POUR LES VILLAGEOIS

LE CONTEXTE

Des populations montagnardes mal intégrées

Dans la région de Mae Sot, au nord-ouest de la Thaïlande, les populations montagnardes sont parmi les plus pauvres du pays. Les jeunes partent en ville dans l'espoir d'une vie meilleure. Peu formés, parlant mal le thaï et non préparés à la vie urbaine, ils doivent faire face à de nombreuses difficultés.

L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser l'insertion des populations montagnardes

En 2009, l'IECD et TBCAF ont lancé un projet global de formation. A Mae Sot, ils ont construit une école hôtelière pour former les jeunes aux métiers de l'hôtellerie-restauration. Dans les villages, ils organiseront, dès 2012, des formations itinérantes destinées aux adultes afin de leur donner des outils pour améliorer leurs conditions de vie. A terme, ces formations devraient bénéficier à plus de 2 000 personnes par an.

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

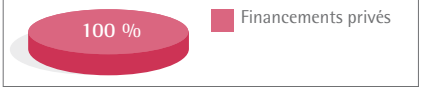
Bénéficiaires en 2011 :
36 jeunes villageois de 16 à 20 ans, 3 formateurs

Localisation :
Mae Sot

Partenaire local :
Tak Border Child Assistance Foundation (TBCAF)

Début du projet : *2006*

Budget 2008-2013 : 1 290 475 €
Dépenses réalisées : 70 %



LES ACTIONS EN 2011

> Ouvrir l'école aux élèves

2011 a été marqué par l'inauguration de l'école et de l'internat, qui ont accueilli une première promotion. Pendant 3 ans, les élèves sont formés aux métiers de la cuisine, de la restauration et de l'hôtellerie par des professionnels. Ils ont aussi des cours d'anglais.

> Mettre l'approche par compétences au cœur du curriculum

En juin 2011, 3 professionnels ont été formés à la pédagogie de l'approche par compétences. Cette méthode met l'accent sur l'élève et son évolution. Un restaurant, une cuisine et un hôtel équipés permettent aux étudiants de se former aux conditions professionnelles réelles.

> Assurer une formation diplômante

Le 16 décembre 2011, une convention a été signée entre l'école et le lycée technique de Mae Sot. Pour les élèves, cela signifie que leur formation sera reconnue et sanctionnée par un diplôme d'Etat. `

> Former les villageois

Des formations pratiques seront organisées dans les villages. Pour définir au mieux les besoins, le principe d'une enquête de terrain a été posé en 2011. Elle sera réalisée en 2012.

LE CENTRE DES MÉTIERS RURAUX DE PONOUAYPOU

En 2011, le centre, situé au cœur des montagnes de Mae Sot, a poursuivi ses formations pratiques pour encourager les jeunes à créer des activités génératrices de revenus. Il a aussi lancé un projet pilote de formation des adultes. La vente de produits agricoles et artisanaux a permis de dégager des bénéfices, contribuant ainsi à la pérennité financière du centre.

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

Début du projet : *2004*

Partenaire local : *Tak Border Child Assistance Foundation*

Vietnam

- Présent au Vietnam depuis 2010
- 1 projet
- 3 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 219 000 €

FORMATION PROFESSIONNELLE AUX MÉTIERS DE L'INFORMATIQUE

LE CONTEXTE

Le difficile accès des jeunes ruraux à l'enseignement supérieur

Le Centre Vietnam est l'une des régions les plus pauvres du pays. Pour les jeunes issus des familles rurales les plus précaires, le manque d'argent et l'éloignement des centres de formation constituent autant de freins à l'accès aux études supérieures.

L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes ruraux

En 2010, l'IECD et Passerelles Numériques ont créé, au sein de l'Université de Da Nang, un centre de formation professionnelle. L'objectif est de sélectionner les bacheliers défavorisés les plus méritants, de les former aux métiers de l'informatique et de leur permettre de trouver rapidement un travail pérenne.

LES ACTIONS EN 2011

> Favoriser l'insertion professionnelle durable des étudiants

Pendant 2 ans, les élèves suivent des formations pratiques en informatique (administration réseaux, programmation) ; ils ont aussi des cours d'anglais. Ils peuvent mettre en application leurs connaissances lors du stage de 2 mois qu'ils doivent réaliser à mi-parcours. En 2011, les 30 élèves de la première promotion ont travaillé dans 12 entreprises de Da Nang.

> Accueillir une deuxième promotion

Cette année, le centre a accueilli 60 nouveaux étudiants qui bénéficient tous d'une bourse d'étude et d'un hébergement en foyer. Pour qu'ils puissent étudier dans les meilleures conditions, des ordinateurs ont été achetés ; et l'équipe pédagogique a été renforcée.

> Mieux répondre aux besoins des entreprises

En 2011, une étude a été réalisée auprès de 32 entreprises de la région pour mesurer l'adéquation entre leurs besoins et la formation. Les résultats ont conduit à l'intégration de cours de programmation dans le cursus.

> Former les formateurs

Tout au long de 2011, les 9 formateurs du centre ont été accompagnés pour mettre en œuvre les nouvelles méthodes pédagogiques et se mettre à niveau sur les dernières innovations techniques, comme la virtualisation. Ils ont ensuite formé 4 professeurs d'informatique de l'Université de Da Nang qui animent des classes de 90 étudiants.

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

Bénéficiaires en 2011 :
90 bacheliers, 9 formateurs, 4 professeurs de l'Université de Da Nang, 360 étudiants en informatique

Localisation :
Da Nang (Centre Vietnam)

Partenaires locaux :
Université de Da Nang, East Meets West, Passerelles Numériques Vietnam

Début du projet : *2010*

Budget 2010-2013 : 895 000 €
Dépenses réalisées : 50 %

Colombie

MODERNISATION DES OUTILS PÉDAGOGIQUES DU CENTRE TUNDAMA

LE CONTEXTE

Des familles déracinées

Ces dernières années, de nombreuses familles ont fui l'insécurité des campagnes pour se réfugier dans la capitale. Les jeunes filles sont les premières victimes de ce déracinement, et certaines sombrent dans la délinquance, la drogue ou la prostitution.

L'OBJECTIF DU PROJET

Donner aux jeunes filles les moyens de bâtir leur avenir

Depuis 1998, l'IECD soutient la modernisation pédagogique du centre scolaire Tundama. Ce centre accueille 300 jeunes filles du quartier défavorisé de La Estrada, au nord-ouest de Bogotá. De la maternelle au baccalauréat, il leur offre une formation de qualité et leur donne les outils pour se construire un avenir meilleur. En 2011, l'IECD a clôturé ce projet par un audit financier.

LES ACTIONS EN 2011

> Former les jeunes filles à un métier

Le centre Tundama offre une formation généraliste et technique à 300 jeunes filles de 3 à 18 ans. A 15 ans, les élèves se spécialisent dans l'une des 3 filières proposées : informatique, coiffure et cosmétiques, couture et modélisme. La formation est aujourd'hui reconnue par l'organisme public de formation technique (SENA), mais aussi par les entreprises colombiennes.

> Encourager les études supérieures

A l'issue de leur scolarité à Tundama, un grand nombre d'élèves choisissent de poursuivre leurs études. Plusieurs partenariats ont été mis en place avec des universités de Bogotá pour les accompagner.

> Favoriser le développement de la personne

Les élèves du centre Tundama ont souvent dû faire face à des situations difficiles. Pour les aider à se reconstruire, elles sont accompagnées individuellement par les professeurs et un psychologue dédié.

> Moderniser l'enseignement

L'IECD et le SENA ont travaillé à la modernisation des référentiels techniques. L'approche par compétences a été adoptée, qui met la pratique au cœur de l'apprentissage. Les professeurs du centre ont été formés à cette méthodologie par des experts colombiens.

SECTEUR :
FORMATION PROFESSIONNELLE

Bénéficiaires en 2011 :
300 jeunes filles de 3 à 18 ans

Localisation :
Bogotá

Partenaire local :
Corporación Centro Tundama

Début du projet : *1998*

Budget 2011 : 10 000 €
Dépenses réalisées : 100 %

Parallèlement aux projets promus dans les pays émergents et en développement, l'IECD soutient, depuis son origine, des activités à caractère social, éducatif, universitaire et culturel en Europe. Ces projets sont souvent le fruit d'une volonté expresse d'un ou de plusieurs donateurs qui souhaitent affecter leurs dons à une action concrète.

LE PROJET TERRE DE CIEL
AMÉLIORER LA PRISE EN CHARGE DES PERSONNES ÂGÉES

Professionnaliser le secteur sanitaire et social

TERRE de CIEL est un organisme de formation implanté à Marseille. Spécialisé dans les métiers sanitaires et sociaux, il développe des cursus qui répondent aux besoins de professionnalisation et d'insertion d'un secteur en pleine croissance.

Proposer une formation continue qualifiante aux professionnels de la médico-dépendance

En 2006, TERRE de CIEL a ouvert une filière au sein de l'Ecole de management–EMD de Marseille. Cette filière propose notamment des formations continues pour l'accompagnement des personnes âgées ou dépendantes.

TERRE de CIEL a développé une démarche pédagogique dynamique, qui met l'accent sur la responsabilisation et le sens de l'autre. Chaque formation propose près de 20 heures de cours. En parallèle, un tutorat mensuel a été mis en place pour accompagner les stagiaires dans leur progression.

Cette formation est agréée et co-financée par le Pôle-Emploi des Bouches-du-Rhône.

Soutenir les formations TERRE de CIEL

TERRE de CIEL fait l'objet chaque année d'une subvention de la Dotation Walter et Germaine Mühlethaler abritée par l'IECD. Le cycle 2010-11 a été doté de 40 000 euros.

RAPPORT FINANCIER 2011

RAPPORT DE GESTION

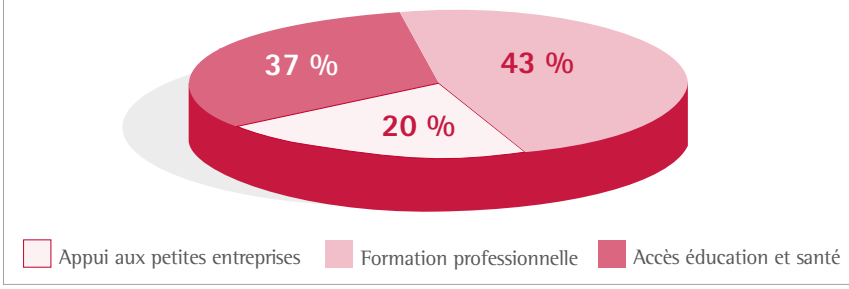
Conformément aux objectifs fixés, l'activité de l'IECD en 2011 a connu une phase de stabilisation après plusieurs années de forte progression. Le chiffre d'activité de 2011 s'élève ainsi à 7,5 millions d'euros contre 7,3 millions d'euros en 2010. Pour rappel, il était d'un peu plus de 2,5 millions d'euros en 2006.

Dans un contexte de crise internationale exerçant une forte pression sur les financements publics et privés des projets d'aide au développement, la priorité a été donnée en 2011 au recentrage de l'activité sur les projets en cours et aux réformes organisationnelles accompagnant la forte croissance des années précédentes.

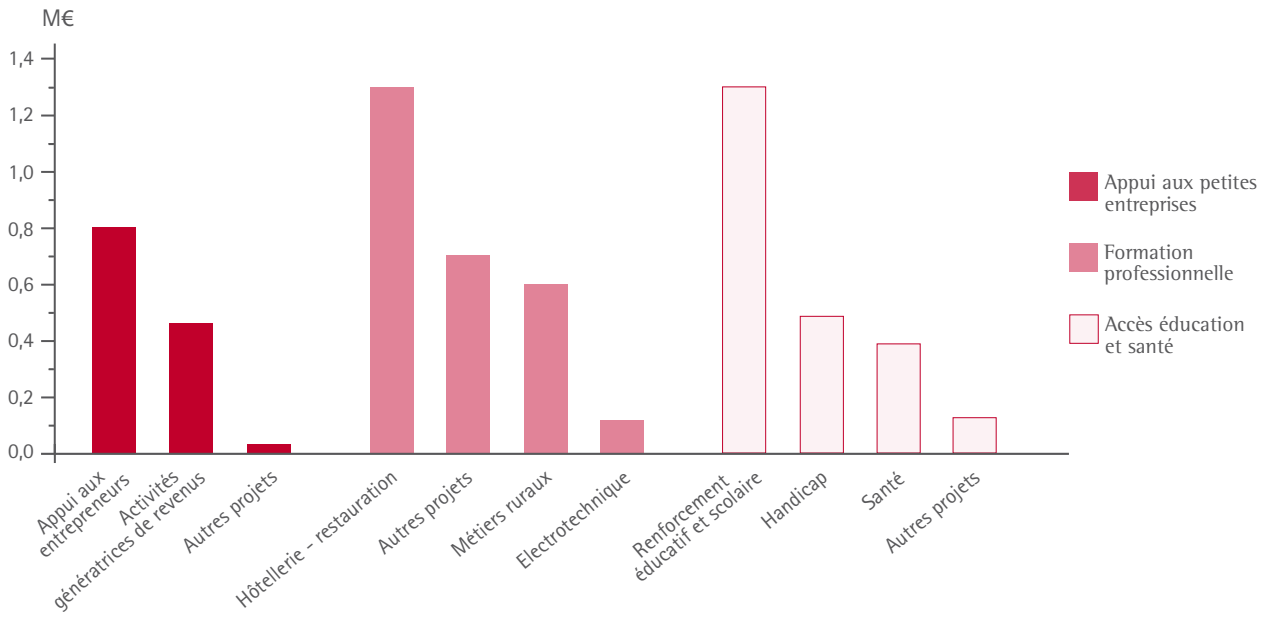
En 2011, l'action de l'IECD s'est concentrée plus particulièrement sur les programmes suivants :

- la formation professionnelle aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration ;
- la constitution en Afrique du Réseau Entreprises Développement et son extension au Proche-Orient ;
- le développement rural et la formation des jeunes aux métiers de l'agriculture ;
- le programme CERES à Madagascar.

Répartition des dépenses par cœur de métier

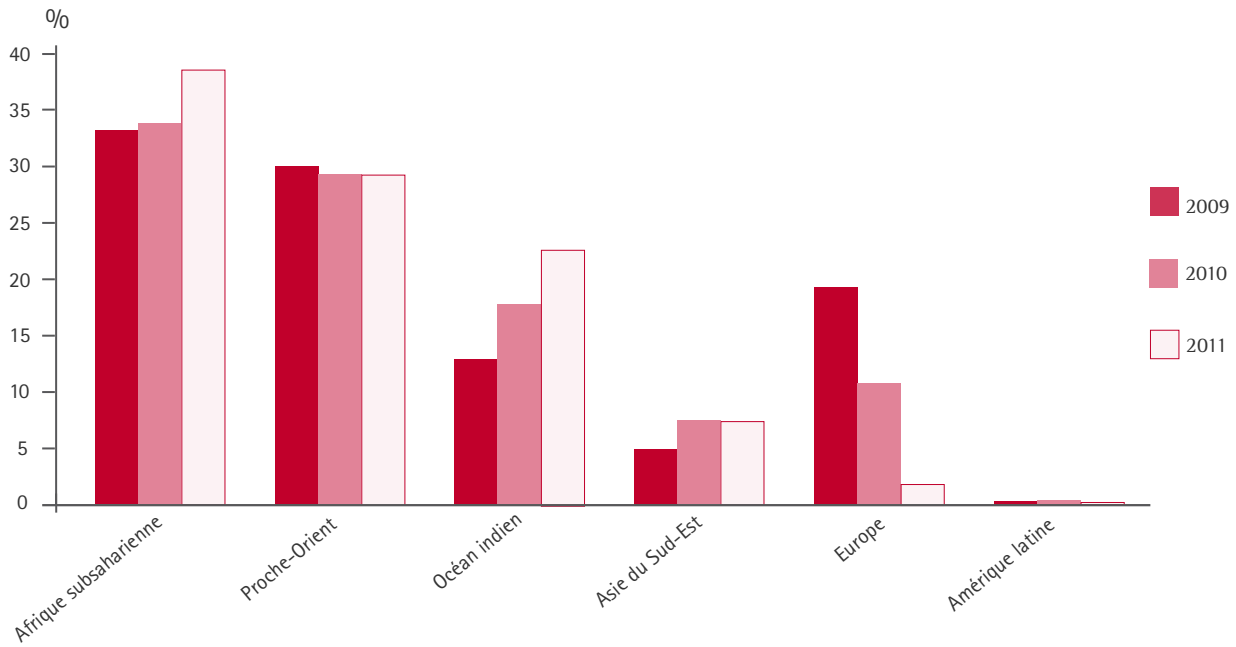


Répartition des dépenses 2011 par programme



L'IECD continue à agir principalement en Afrique subsaharienne, à Madagascar et au Proche-Orient. Nous avons notamment tenu à assurer la poursuite de nos projets de formation professionnelle en Syrie, tout en adaptant leur mise en œuvre au contexte local.

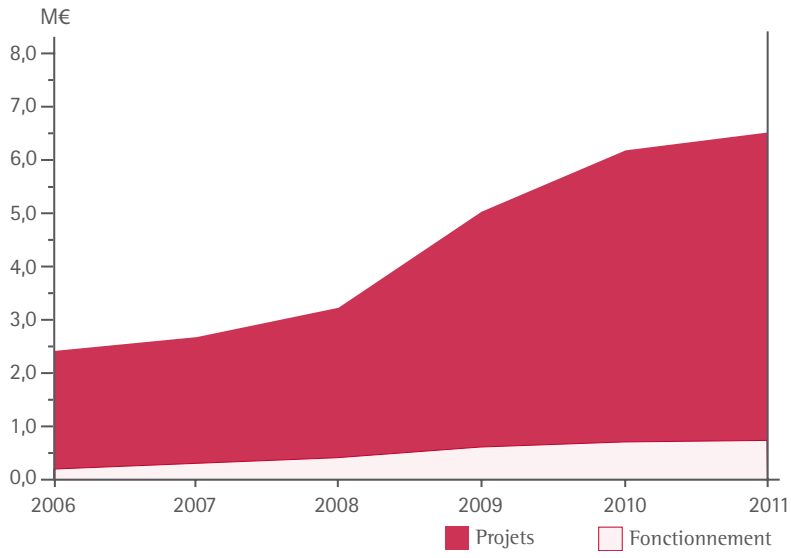
Répartition des dépenses par région



Les réformes structurelles entreprises ont permis le redéploiement des équipes sur le terrain et une déconcentration des prises de décision. Dans le même temps, un travail approfondi de renforcement des pôles thématiques a été mené par les équipes du siège, permettant d'améliorer la conduite des programmes répartis sur les différentes zones géographiques.

Par ailleurs, les frais de fonctionnement et de communication sont restés stables à 9,7 % du chiffre d'activité. La part des projets d'aide au développement (ou « missions sociales ») dans l'activité globale de l'IECD s'élève à 87 % en 2011 *(cf. Compte Emploi Ressources, page 51)*. Ces bons ratios traduisent ainsi notre volonté de garantir une utilisation optimale des dons collectés.

Evolution des dépenses 2006-2011



En 2012, nous prévoyons un volume d'activités en hausse modérée par rapport à 2011 avec l'essaimage des programmes phares de l'IECD dans de nouvelles zones géographiques.

Un extrait des comptes sociaux 2011 de l'IECD est présenté ci-après. Les comptes annuels dans leur intégralité sont disponibles sur demande à l'IECD.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2011

ACTIF	2011	2010	PASSIF	2011	2010
Immeubles	347 376	347 376	Fonds associatifs et réserve	70 000	70 000
Aménagements	5 620	5 620	Report à nouveau	106 217	67 493
Matériel de transport	25 300	25 300	Excédent de gestion	19 161	38 724
Matériel de bureau	57 082	52 646			
Amortissements	- 151 662	- 126 377			
Dépôts et cautionnements	10 801	9 488			
ACTIF IMMOBILISÉ[1]	**294 517**	**314 053**	**FONDS ASSOCIATIFS**	**195 378**	**176 217**
Subventions à recevoir	629 379	754 092	Provisions pour risques	187 556	145 905
Autres créances	28 972	67 716			
CRÉANCES	**658 352**	**821 808**	**PROVISIONS POUR RISQUES**	**187 556**	**145 905**
Valeurs mobilières de placement	3 404 454	2 049 020	Fonds publics dédiés	691 599	563 500
Provisions pour dépréciation des VMP	- 39 338	- 28 817	Fonds dédiés sur dons privés	1 726 279	1 214 821
Disponibilités	970 532	1 404 388	Fonds dédiés sur legs, donations	2 301 559	2 194 221
TRÉSORERIE	**4 335 649**	**3 424 591**	**FONDS DÉDIÉS**	**4 719 438**	**3 972 542**
Charges payées d'avance	20 011	26 626	Dettes financières	18 761	19 695
Ecarts de conversion actif	42 558	22 730	Dettes fournisseurs	78 083	123 839
			Dettes fiscales et sociales	122 829	125 200
			Autres dettes	25 517	38 192
COMPTES DE RÉGULARISATION	**62 569**	**49 356**	**DETTES**	**245 190**	**306 926**
			Produits constatés d'avance		
			Ecarts de conversion passif	3 525	8 218
			COMPTES DE RÉGULARISATION	**3 525**	**8 218**
TOTAL ACTIF	**5 351 087**	**4 609 808**	**TOTAL PASSIF**	**5 351 087**	**4 609 808**

(1) Dont une dotation provenant d'une donation effectuée par une personne physique en vue de l'accompagnement des personnes âgées. Ses modalités d'engagement sont spécifiques. Voici son bilan simplifié au 31 décembre 2011 :

ACTIF	2011	2010
Actif immobilisé	256 954	264 213
Créances	5 823	771
Trésorerie	1 764 984	1 769 767
Comptes de régularisation		
TOTAL ACTIF	2 027 760	2 034 751

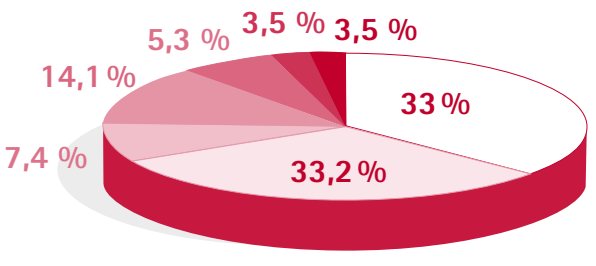
PASSIF	2011	2010
Fonds associatifs		
Fonds dédiés et autres	2 008 235	2 019 858
Provisions pour risques		
Dettes	19 525	14 893
Comptes de régularisation		
TOTAL PASSIF	2 027 760	2 034 751

EMPLOIS	2011	%	2010	%
PROJETS DE DÉVELOPPEMENT	**6 565 731**	*87*	**6 399 276**	*87,4*
Subventions versées aux projets	4 144 544		3 960 631	
Locations immobilières	111 744		94 674	
Achat d'équipements	239 913		322 401	
Assistance technique locale	1 235 071		1 208 548	
Frais divers sur projets	358 944		283 971	
Missions, expertises techniques	475 505		529 050	
COMMUNICATION / COLLECTE	**34 982**	*0,5*	**26 576**	*0,4*
GESTION DES LEGS	**26 605**	*0,4*	**51 146**	*0,7*
Charges locatives	19 341		32 660	
Dotations aux amortissements	7 259		18 207	
Résultat net sur actifs cédés				
Frais divers sur legs	4		279	
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	**694 711**	*9,2*	**694 783**	*9,5*
Loyers, charges et fournitures	59 934		72 065	
Frais de personnel	477 100		468 375	
Honoraires, missions de faisabilité	95 464		95 770	
Télécommunications	23 429		27 291	
Autres charges (cotisations etc.)	20 758		16 005	
Dotation aux amortissements	18 026		15 277	
DOTATIONS AUX PROVISIONS	**226 894**	*3*	**154 192**	*2,1*
TOTAL DES EMPLOIS *(Chiffre d'activité)*	**7 548 922**	*100*	**7 325 973**	*100*
Engagements à réaliser	2 398 240		2 341 177	
Excédent de gestion	19 161		38 724	
TOTAL	**9 966 324**		**9 705 873**	

RESSOURCES	2011	%	2010	%
RESSOURCES PRIVÉES	**5 390 357**	*63,6*	**4 161 512**	*50,9*
Collectes et dons	1 193 318		390 636	
Concours des entreprises	630 768		834 235	
Subventions fondations, associations	2 814 477		2 308 286	
Subventions ou apports locaux[1]	451 005		536 633	
Legs reçus	300 789		91 722	
RESSOURCES PUBLIQUES	**2 793 420**	*33*	**2 905 868**	*35,5*
Subv. UE, organismes internationaux	906 176		1 370 931	
Subventions Etat, Collectivités	1 637 124		1 442 020	
Autres ressources publiques	250 120		92 918	
AUTRES PRODUITS	**118 285**	*1,4*	**985 393**	*12*
Cotisations	29 982		49 935	
Subventions de fonctionnement	936		2 787	
Produits de cession d'actifs			865 111	
Loyers perçus	46 940		29 123	
Produits financiers	38 660		53 719	
Résultats exceptionnels	1 767		- 15 282	
REPRISE DE PROVISIONS	**174 722**	*2,1*	**130 887**	*1,6*
TOTAL DES RESSOURCES	**8 476 784**	*100*	**8 183 660**	*100*
Ressources non utilisées[2]	1 489 539		1 522 213	
Déficit de gestion				
TOTAL	**9 966 324**		**9 705 873**	

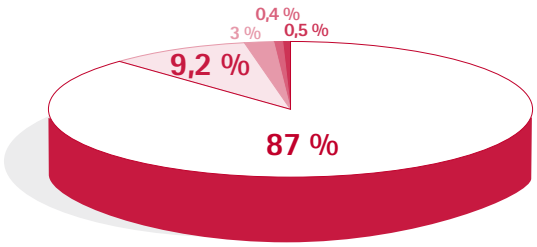
(1) Subventions ne transitant pas par l'IECD et apports en nature reçus localement *(2)* Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs

Répartition des ressources 2011



- Subventions publiques (AFD,UE, etc.)
- Fondations et associations
- Subventions d'entreprises
- Collectes et dons
- Subventions ou apports locaux
- Legs
- Autres produits

Répartition de l'emploi des ressources 2011



- Projets d'aide au développement
- Frais de fonctionnement
- Dotation aux provisions sur risques (projets)
- Gestion des legs
- Communication et collecte de fonds

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2011

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Membres Actifs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association Institut Européen de Coopération et de Développement – I.E.C.D. tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- des dons et subventions inscrits au cours de l'exercice 2011 au compte de résultat en produits n'ont pas été utilisés en totalité au cours de cet exercice. Ils ont entraîné une traduction comptable des engagements pris envers les financeurs. Nous nous sommes assurés que les éléments inscrits en fonds dédiés respectent les conditions posées par la réglementation, c'est-à-dire qu'ils proviennent bien de ressources correspondant à des projets définis, et qui n'ont pu être encore utilisées conformément aux engagements pris.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres actifs sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Nantes, le 12 juin 2012

HLP AUDIT S.A.S.
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

Jacques Le Pomellec,
Associé responsable technique

STATUTS ET GOUVERNANCE

L'Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD) est une association à but non lucratif de droit local alsaco-mosellan, fondée le 8 janvier 1988. L'association est inscrite au registre des associations auprès du Tribunal d'Instance de Strasbourg. Depuis le 1er avril 2010, l'IECD est reconnue de mission d'utilité publique ce qui l'autorise à bénéficier des dispositions des articles 200 et 238 bis du Code Général des Impôts (exonération fiscale des dons et des legs testamentaires notamment).

Conformément à l'objet social figurant dans ses statuts (article 2), l'action de l'IECD vise à « *concevoir, développer et encourager toutes sortes d'initiatives sociales, éducatives, scientifiques, socio-économiques et culturelles, ou dans le domaine de la santé, en France et à l'étranger, notamment dans les pays en développement, qui contribuent à la promotion humaine et à la santé des personnes de toute race et condition, en subvenant à leurs besoins intellectuels et matériels* ». Par ailleurs, afin de mener ses actions, les statuts de l'IECD lui permettent de rechercher tout moyen de financement, national et international ; de solliciter toute subvention ; d'accepter des versements, des dons et des legs, etc.

Les statuts de l'IECD fixent le cadre institutionnel de l'association et organisent son fonctionnement, de la façon suivante:

• **L'Assemblée Générale** qui réunit les membres actifs une fois par an, prend les décisions qui lui reviennent : désignation des administrateurs, approbation du rapport annuel d'activités présenté par le Président, délivrance du quitus de gestion après présentation des comptes sociaux par le Trésorier (une fois audités et certifiés par le Commissaire aux comptes), validation du budget présenté par le Conseil d'administration, plans stratégiques, etc.

• **Le Conseil d'Administration** se réunit 4 fois par an. Il définit la stratégie de l'association : sélection des actions à mener, allocations des ressources, contrôle, validation des rapports financiers, etc. et contrôle le mandat général accordé au Directeur exécutif pour toutes les tâches courantes de gestion de l'association. Il engage juridiquement l'association et prépare les Assemblées Générales, ordinaires et extraordinaires.

• **Le Bureau** *(Président, Vice-président, Trésorier et Secrétaire général)* se réunit tous les deux mois, et en tant que de besoin. Il a en charge le suivi de la mise en application et du bon déroulement des décisions prises en Conseil d'administration.

Présidente : Marie-José Nadal - *Chargée de mission auprès de l'AMF (Autorité des marchés financiers)*
Vice-président : Jean-Luc Schaffhauser - *Consultant*
Secrétaire Général : Patrick Blin - *Avocat au Barreau de Paris*
Trésorier : Michel Baroni - *Directeur du Mastère de techniques financières à l'ESSEC*

• **Les Administrateurs**
Guy Azaïs - *Ministre plénipotentiaire (ER), ancien ambassadeur*
Bernard Davoust - *Docteur vétérinaire*
Mireille Heers - *Présidente du Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne*
Jean-Noël Lucas - *Finance Controller, Procter & Gamble*
Hubert de Mestier - *Professeur des Universités de Tokyo et Chuo (Japon)*
Christian Malsch – *Directeur général de SEBRO S.A.*
Annick Rascar - *Cadre infirmier*
Hervé Rudaux - *Directeur général adjoint d'une société de gestion de fonds d'investissements*
Grégoire de Saint Quentin - *Officier Supérieur*
Louis Schoepfer - *Médecin*
Marc Senoble - *Président Directeur Général de SENOBLE S.A.*

• **Les Commissions spécialisées**, au nombre de deux, elles ont en charge, d'une part, la transparence et les finances, et d'autre part, les ressources humaines et l'organisation. Elles sont constituées d'administrateurs, du Directeur exécutif, de personnes qualifiées et de membres de l'équipe exécutive.

• **Le Directeur exécutif** est nommé par le Conseil qui fixe ses attributions, ses pouvoirs et sa rémunération. Il met en œuvre la stratégie de l'association. Il a reçu délégation de pouvoirs d'administration ordinaire pour la gestion courante de l'association et le suivi des projets.

• **Le Comité exécutif** assiste le Directeur exécutif dans ses fonctions de gestion opérationnelle de l'association. Il est composé de 3 personnes : le Directeur exécutif, le Directeur exécutif adjoint et le Directeur administratif et financier.

INDEX THÉMATIQUE DES PROJETS

LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

> La formation aux métiers ruraux

Cameroun - *Réseau d'Ecoles Familiales Agricoles* p. 12
Côte d'Ivoire - *Réseau d'Ecoles Familiales Agricoles* p. 15
Thaïlande - *Centre des métiers ruraux* p. 44

> Les écoles hôtelières et formations pratiques

Cameroun – *L'école hôtelière de Mehandan et formation pratique pour les femmes* p. 14
Kenya - *L'école hôtelière de Kilifi et formations pratiques pour les femmes* p. 17
Nigéria - *L'école hôtelière d'Enugu et formations pratiques pour les femmes* p. 18
Madagascar - *L'Ecole Supérieure Spécialisée du Vakinankaratra* p. 27
Liban - *Centre de formation professionnelle aux métiers du tourisme* p. 32
Thaïlande - *L'école hôtelière de Mae Sot et formations pratiques dans les villages* p. 44

> La formation aux métiers de l'électrotechnique

Liban - *Le programme « Graines d'espérance »* p. 31

> Formation continue

Syrie - *Formation des professionnels du handicap* p. 37
Syrie - *Formation continue des personnels infirmiers* p. 38

> Actions de formation ciblées

Madagascar - *Réinsertion des jeunes adultes par la formation en artisanat* p. 26
Syrie - *Formation des jeunes en situation de vulnérabilité* p. 35
Vietnam - *Formation professionnelle aux métiers de l'informatique* p. 45
Colombie - *Modernisation des outils pédagogiques du Centre Tundama* p. 46

L'APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

> Appui aux petites entreprises en milieu urbain et périurbain

Cameroun - *Appui aux petits entrepreneurs* p. 13
Côte d'Ivoire - *Appui aux petits entrepreneurs* p. 16
Nigéria - *Appui aux petits entrepreneurs* p. 18
République démocratique du Congo - *Appui aux petits entrepreneurs* p. 19
Liban - *Appui aux petits entrepreneurs de Tripoli* p. 30
Syrie - *Appui aux petits entrepreneurs de Deir Ez-Zor* p. 36
Territoires palestiniens - *Appui aux petits entrepreneurs d'Al Aizarieh* p. 41

> Appui aux activités génératrices de revenus en milieu rural

République centrafricaine - *Appui aux petits producteurs* p. 21
Liban - *Appui aux petits producteurs du sud* p. 32
Syrie - *Appui au développement touristique de Maaloula et de sa région* p. 36
Kurdistan d'Irak - *Appui au développement rural* p. 39
Territoires palestiniens - *La coopérative des femmes d'Al Aizarieh* p. 40

> Accès à l'épargne et au crédit

Cameroun - *Le réseau mutualiste de caisses d'épargne et de crédit (MUCADEC)* p. 13

L'ACCÈS DES PERSONNES VULNÉRABLES À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

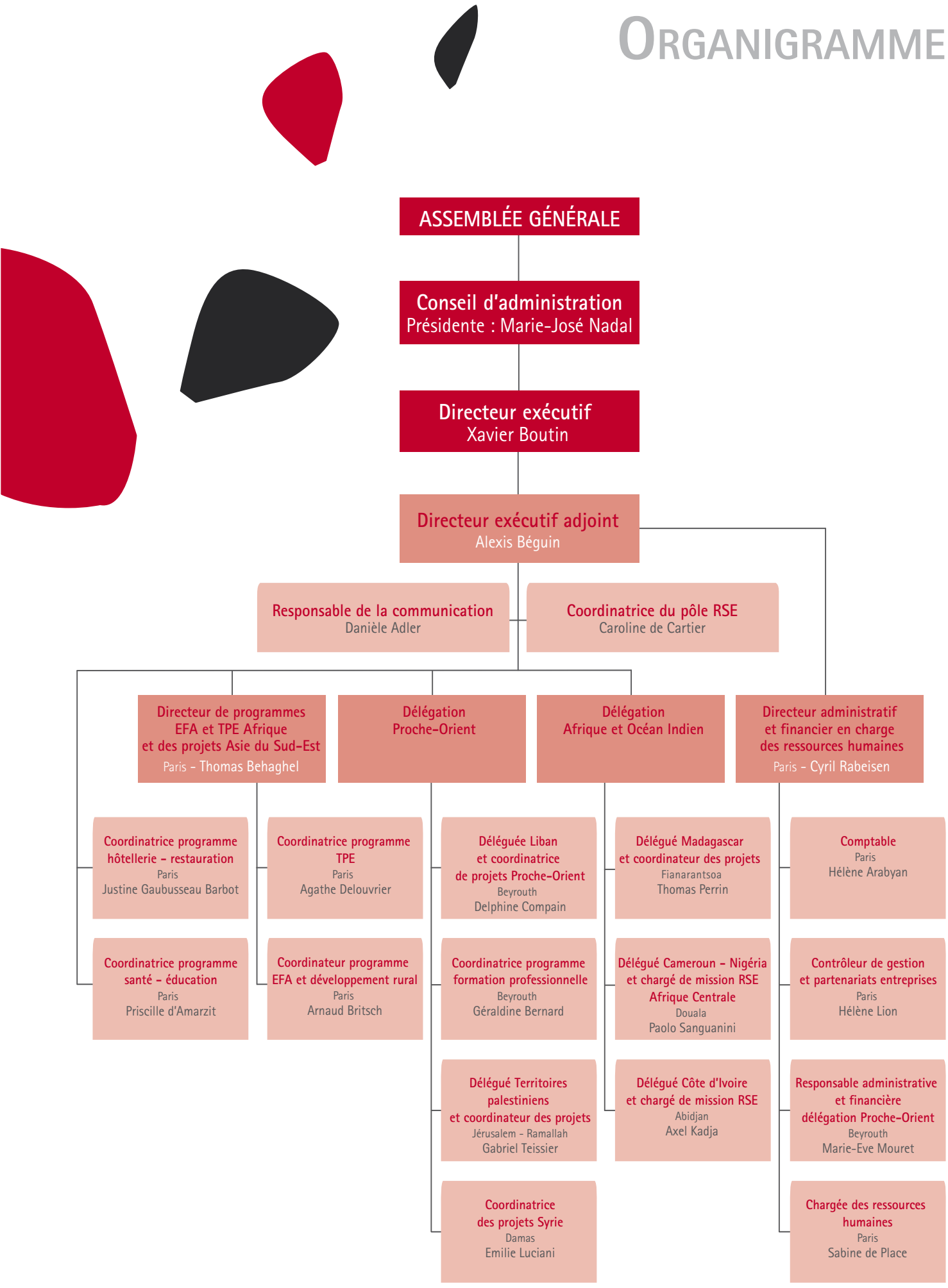
> Renforcement éducatif et scolaire

Madagascar - *Les centres de renforcement éducatif et scolaire (CERES)* p. 24
Liban - *L'accès à l'éducation des enfants à besoins spécifiques* p. 33
Liban - *L'insertion scolaire des enfants et de jeunes irakiens réfugiés* p. 34

> Programme santé

République démocratique du Congo - *La Plateforme d'appui, de formation et de veille sur la drépanocytose* p. 20
Congo-Brazzaville - *Appui aux structures de santé de Pointe-Noire* p. 20
République démocratique du Congo - *La Cellule pour la promotion des pratiques d'hygiène (CEPPHY)* p. 21
Madagascar - *L'Institut Malgache de Recherches Appliquées (IMRA)* p. 26
Madagascar - *Le Centre médicochirurgical de Saint Damien* p. 27

ORGANIGRAMME



33 rue de Dantzig - 75015 Paris - France
Tél. : +33 1 45 33 40 50 / Fax. : +33 1 45 33 40 38
E-mail : contact@iecd.org

www.iecd.org